

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS
POUR
CAUSE DE PERTES

LÉGISLATION — JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 21 Juin 1913, à 3 h.

PAR

PIERRE FOISY

Président. M. WAHL, professeur.

Suffragants : { MM. LYON CAEN, professeur.
BERNARD, agrégé.

CHARTRES

IMPRIMERIE DURAND

9, RUE FULBERT

1913

DE LA
DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS
POUR
CAUSE DE PERTES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS
POUR
CAUSE DE PERTES

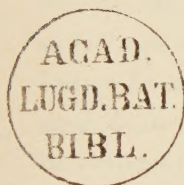
LÉGISLATION — JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 21 Juin 1913, à 3 h.

PAR

PIERRE FOISY



Président. M. WAHL, professeur.

Suffragants : { MM. LYON CAEN, professeur.
BERNARD, agrégé.

CHARTRES
IMPRIMERIE DURAND

9, RUE FULBERT

1913

INTRODUCTION

Lorsque deux ou plusieurs personnes conviennent de former un fonds commun pour réaliser à l'aide d'opérations commerciales des bénéfices pécuniaires qu'ils doivent se partager, elles constituent une société commerciale (art. 1832, C. civ.).

Cette intention de réaliser des bénéfices est une des conditions essentielles pour qu'il y ait société, comme à notre avis elle en est une pour que les associés consentent à la constituer. Leur désir, on pourrait dire, leur seul désir et le motif de leur engagement ne sont-ils pas de retirer le plus grand profit de leur union en augmentant le capital social, c'est-à-dire, leur capital. Si donc au lieu de gains qu'ils escomptaient légitimement ils ne peuvent réaliser aucun bénéfice et même si par suite des mauvaises affaires de la société le capital social diminuant, ils éprouvent des pertes plus ou moins importantes, il semble qu'ils peuvent à bon droit poursuivre la dissolution de leur société s'ils n'ont surtout aucun espoir de la voir sortir de la situation déplorable où elle se trouve et s'ils craignent de voir les pertes augmenter. C'est du moins leur intérêt et il est prudent qu'ils renoncent à

des opérations qui peuvent les conduire à la ruine et à la faillite.

Si la dissolution est une mesure satisfaisante pour les associés, elle aura aussi son utilité vis-à-vis des tiers qui sont en relations d'affaires avec la société. Il est certain qu'ils connaîtront souvent la véritable situation de la société leur cliente, mais s'ils l'ignorent ils continueront à lui livrer les fournitures dont elle peut avoir besoin pour son exploitation. Ils subiront eux aussi de graves pertes. La dissolution qui sera utile à plus d'un titre aux associés, le sera par contre-coup à ces créanciers de la société qui pourront limiter leurs pertes. Ces tiers seront protégés particulièrement lorsqu'ils seront en relation d'affaires avec les sociétés anonymes. Dans ces sociétés l'art. 37 fait une obligation de rendre public le vote de l'assemblée générale des actionnaires sur la question de la dissolution. Ils connaîtront alors la situation obérée de cette société et prendront leurs mesures en conséquence.

Cette dissolution, qui pourtant est un acte utile, puisqu'elle limitera la perte des associés, n'est pourtant prévu que par un seul texte, l'art. 37 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes. Pour toutes les autres sociétés la loi ne parle nullement de cette cause de dissolution. Nous examinerons donc comment dans les différentes sociétés commerciales, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et par actions, sociétés anonymes, la dissolution peut être poursuivie pour cause de pertes, quels sont les pouvoirs ou les personnes aptes à la prononcer. Les associés et les tribunaux seront com-

pétents pour prendre une telle mesure et nous verrons s'ils peuvent, soit l'un ou l'autre, soit l'un à défaut de l'autre, dissoudre les sociétés.

Auparavant, nous étudierons ce que l'on entend par pertes du capital social et comment elles sont évaluées.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

DE LA PERTE

Les opérations que réalisent les sociétés peuvent être des opérations bonnes ou mauvaises. Lorsque les bonnes opérations l'emportent sur les mauvaises on dit que la société est en bénéfice et dans le cas contraire qu'elle est en perte. Il y a donc perte lorsque le capital social se trouve diminué par des opérations qui ont coûté plus qu'elles n'ont rapporté ¹. C'est d'après l'ensemble des opérations que l'on saura s'il y a perte et non pas par l'examen d'opérations isolées. On ne pourrait dire que la société est en perte si une opération mauvaise était compensée par une opération lucrative. Le chiffre réel de la perte résultera donc de l'examen de toutes les affaires sociales et de la différence entre les pertes et les bénéfices partiels ². Si la comparaison entre l'actif social primitif et

1. Comp. Pardessus, *Cours de droit commercial*, IV, n° 999. « Lorsque les dettes, les frais de gestion et autres faits semblables ne sont pas balancés par les choses communes et les bénéfices que leur emploi a pu procurer on dit qu'il y a perte. »

2. Houpin, I, n° 118. — Pont, II, n° 429. — Alauzet, II, n° 417. — Bravend et Demangeat, I, n° 169. — Guillaouard, n° 220. — Douai, 1^{er} août 1894. P. fr. per., 1895. 2. 208. *Rev. Soc.*, 1895, p. 16.

l'actif tel qu'il résulte de l'inventaire ultérieur montre que le premier a été entamé, la perte sera connue par là même.

Ce sera donc par l'inventaire que l'art. 9 du Code de commerce enjoint de confectionner annuellement, inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société que l'on connaîtra la situation exacte de la société. C'est cet inventaire qui servira de base pour poursuivre la dissolution, lorsqu'il constatera que la société a perdu une partie de son capital. Pour faire cette constatation, il faudra estimer l'actif actuel de la société, c'est-à-dire tout ce qui appartient à la société et qui a une valeur¹. On fera donc entrer dans cet actif les sommes et les valeurs mobilières, le portefeuille², les immeubles³, le matériel, la clientèle du fonds de commerce, les marchandises⁴, les brevets, les marques de fabrique, les licences⁵. Cet actif devra être estimé d'après sa valeur au jour de l'inventaire⁶.

Ce sera d'après cette évaluation qu'on saura effectivement s'il y a perte, mais on devra tenir compte non de la valeur de réalisation de l'actif restant mais de sa valeur d'exploitation. Ainsi lorsqu'il s'agit de matériel destiné

1. Note Wahl, sous Cass. 21 juillet 1898, S. 1901. 1. 537.

2. Pau, 18 décembre 1865. S. 1866. 2. 178.

3. Paris, 16 avril 1870. S. 1871. 1. 169.

4. Cass. 24 avril 1891. S. et P. 1892. 1. 476. — Cass. 18 janvier 1894. S. et P. 1894. 1. 256.

5. Decugis, *J. Soc.*, 1906, p. 243.

6. Note Wahl. Sous Cass. 21 juillet 1898. — Note Wahl. Sous Lyon, 16 mars 1899. S. 1901. 2. 297.

à être utilisé par la société l'estimation doit être faite en tenant compte de l'utilité que la société doit tirer de ce matériel et non en se basant sur le prix en argent qu'elle en retirerait si elle voulait le revendre¹.

En évaluant les pertes il faudra tenir compte de la diminution de valeur et la détérioration que subissent les instruments, les ustensiles et les autres effets dont la société se sert et de la dépréciation que les marchandises appartenant à la société peuvent avoir éprouvée par suite de la variation des cours². On ne peut inscrire dans l'inventaire annuel (en dehors d'une clause des statuts) pour leur prix d'achat toutes les choses sociales alors que leur valeur réelle serait devenue inférieure³. D'autre part les marchandises seront évaluées d'après leur valeur actuelle même supérieure au prix de revient, car la valeur vénale d'une marchandise n'est pas le prix que la société en demande, mais le prix qu'elle peut espérer en obtenir. Les valeurs de bourse devront être évaluées d'après le cours du jour et non d'après leur prix d'acquisition⁴. Parmi toutes ces valeurs appartenant à la société, qui exigent chaque année une évaluation exacte pour la détermination de l'actif social, les immeubles et l'outillage subissent une réduction uniforme sur leur estimation à l'in-

1. Rouen, 10 mars 1909. *J. Soc.*, 1910, p. 209. S. 1912. 2. 108.

2. Pardessus, précité. Limoges, 20 novembre 1896. *J. Soc.*, 1898, p. 21.
— Bordeaux, 30 juillet 1901. S. 1902, p. 259.

3. Note de Wahl sous Lyon, 16 mars 1899, précité. — Lyon, 31 juillet 1897. *J. Soc.*, 1898, p. 216. — Houpin, I, n° 730. — Vavas seur, I, n° 611. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 251. — Rousseau, n° 1472.

4. Vavas seur, I, n° 611, et *Rev. Soc.*, 1883, p. 389. — Houpin, I, 730.

ventaire précédent, suivant les règles de l'amortissement industriel¹.

Il résulte donc que la société est en perte, lorsque l'inventaire annuel a constaté que l'évaluation actuelle du capital social est inférieure à l'évaluation primitive.

Pour les sociétés anonymes il y eut au moment de la rédaction de la loi de 1867 une discussion au sujet du capital que les pertes devaient entamer. Était-ce le capital nominal exigible ou le capital réalisé ?

Les commissaires chargés de la rédaction furent en contradiction avec le Conseil d'État. Dans le premier rapport qui fut rédigé sur l'art. 37 de la loi de 1867 ils demandaient que l'on ajoutât aux mots « En cas de perte des trois quarts du capital social » les mots « dont le versement est réalisé ou obligatoire ». Les commissaires pensaient que l'on ne tenait pas compte de la faculté accordée par la loi (art. 24) de limiter par les statuts l'obligation des souscripteurs à la moitié du capital nominal de l'action² et de l'insolvabilité des souscripteurs primitifs. Il pouvait se faire que le titre étant déprécié de moitié il fût impossible de réaliser une obole au delà de la portion du capital obligatoire et même en deçà du capital obligatoire par suite de l'insolvabilité des souscripteurs primitifs. Même au moment où la presque totalité du capital réellement réalisé serait perdu les administrateurs pourraient sou-

1. Note Decugis, *J. Soc.*, 1906, p. 244.

2. Rivière, n° 246. Tripiet, I, p. 198. II, p. 222. — Bedarride, n° 251. — Mathieu et Bourguignat, n° 226. — Pont, II, n° 1918. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 907. — Houpin, II, n° 947.

tenir que les trois quarts du capital social ne sont pas perdus.

« La loi, disait le premier rapport, veut que l'on se prononce sur la dissolution quand l'instrument de l'activité de la société, la garantie des tiers, son capital est diminué dans une proportion menaçante. Or le seul capital qui puisse compter est le capital réalisé. »

L'art. 37 ayant été conçu dans un but de protection il semblait donc préférable aux commissaires que la société cessât ses opérations lorsque le capital qu'elle avait effectivement touché aurait été perdu. C'est pour cela qu'il leur paraissait plus prudent d'avoir en vue le capital réalisé ou obligatoire.

Le conseil d'État repoussa cette rédaction proposée par la commission à deux reprises¹.

Dans toutes les sociétés pour pouvoir poursuivre la dissolution pour pertes du capital social, il faudra donc en faire la différence entre l'actif primitif et l'actif tel qu'il résulte des évaluations portées à l'inventaire et si cet inventaire constate un déficit, il pourra y avoir lieu à dissolution.

1. Rivière, Bedarride, Mathieu et Bourguignat, précités.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF ET DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE.

CHAPITRE PREMIER

DE LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

L'art. 1865 du Code civil prévoit qu'une société se dissout de plein droit lorsqu'un des associés meurt, tombe en déconfiture ou en faillite ou est interdit, lorsqu'aussi l'objet de la société est perdu en totalité. Mais la loi ne prévoit nullement ce qu'il adviendra lorsque le capital est perdu en totalité ou en partie. La société pourra-t-elle se dissoudre et quels seront les pouvoirs qui pourront prendre une telle décision ?

La société est un contrat consensuel qui est l'œuvre de tous les associés. D'après l'art. 1134 du Code civil les conventions ne peuvent être révoquées que du consentement mutuel de ceux qui les ont faites. Pour révoquer la société, c'est-à-dire pour la dissoudre, il faudra le

consentement de tous ceux qui l'ont formée. L'unanimité est exigée pour que la société puisse se dissoudre, la majorité des associés n'a pas ce droit, la loi étant muette à ce sujet¹.

Seule une clause des statuts pourrait permettre à la majorité des associés de prononcer la dissolution, mais cette clause devrait être expresse. Les statuts ont toute liberté à ce sujet. Ils font la loi entre les parties et ils peuvent contenir toutes sortes de clauses pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public. Ils pourront attribuer ce pouvoir de dissolution à un seul associé, par exemple s'il fournissait la majeure partie des fonds² ou à chaque associé individuellement³.

L'unanimité des associés ayant tout pouvoir sur la dissolution pourra prendre cette mesure quelle que soit la cause qui la motivera. Ils pourront donc, à cause des pertes survenues, convenir de l'utilité qu'il y a pour eux de se séparer, mais pour qu'il en soit ainsi il faudra que tous reconnaissent cette nécessité de rompre le contrat qui les liait. Mais il suffira de l'opposition d'un seul d'entre eux pour faire échouer cette proposition qui peut être urgente et appropriée aux circonstances. Comment pourrait-il être pallié à cette résistance?

1. Paris, 20 mai 1869. D. P. 1870. 2. 12. — Cass. 16 janvier 1884. S. 1884. 1. 240. D. P. 1884. 1. 122. Rouen, 30 janvier 1895. *Rev. Soc.*, 1895, p. 481. — Houpin, *Traité des Soc. civ. et com.*, I, n° 201. — Lyon-Caen et Renault, *Traité de dr. com.*, II, n° 301. — P. Pont, *Sociétés civ. et com.*, II, n° 1911. — Laurent, *Droit civ. français*, t. 26, n° 267. — Planiol, *Traité de dr. civ.*, II, n° 1984.

2. Metz, 6 mars 1860. D. P. 1862. 2. 158.

3. Lyon, 3 février 1872. D. P. 1874. 2. 14.

Les statuts pourront prévoir que la société sera dissoute de plein droit si une certaine partie du capital social vient à être perdu. Dès le moment où les pertes atteindront le chiffre fixé la société devra se dissoudre. Mais si malgré cette clause certains associés ne voulaient pas rédiger l'acte de dissolution ou contestaient la quotité de pertes, la contestation serait du ressort des tribunaux qui la régleraient et constateraient que la société devait être dissoute¹.

Mais lorsque les statuts ne contiendront aucune clause de ce genre ce seront les tribunaux seuls qui seront compétents pour prononcer la dissolution anticipée de la société. D'après l'art. 1871 du C. civ. « la dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société ou autres cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges ».

Les tribunaux sont donc chargés de prononcer la dissolution lorsque la cause est légitime et grave. Ils ont un pouvoir souverain en ce qui concerne l'appréciation des causes sur lesquelles la demande est fondée².

1. Grenoble, 11 décembre 1872. D. 1874. 2. 33. S. 1874. 2. 147. Pont, II, n° 1889. — Com. Nantes, 11 janvier 1899. P. P. 1899. 2. 234.

2. Cass. 19 février 1873. D. P. 1873. 1. 368. — Cass. 16 juin 1873. S. 1873. 1. 386. — Cass. 15 nov. 1876. D. P. 1878. 1. 124. — Paris, 18 novembre 1874. D. P. 1877. 2. 141. — Pont, II, n° 1914. — Ruben du Couderc, *Dict. de dr. com.*, Soc. en nom collectif, n° 438.

Les pertes du capital social sont considérées par les auteurs et la jurisprudence comme une cause légitime de dissolution ; aucune quotité de pertes n'est fixée pour motiver le jugement de dissolution. C'est une question de pur fait laissée à l'arbitrage des juges du fonds et qui échappe à la censure de la Cour de cassation¹. Il suffit que la prolongation de la société mette en péril l'intérêt social, que la société n'ait pas de fonds de roulement pour continuer son exploitation², qu'elle cesse ses paiements³, en général que ses ressources soient insuffisantes pour remédier à ses embarras⁴. Toutes les fois que le tribunal estimera qu'il est prudent que la société ne continuât plus ses opérations parce que les pertes qu'elle a subies l'empêchent d'agir et de tendre vers le but pour lequel elle a été constituée, il prononcera la dissolution.

Il pourrait se faire que malgré la clause des statuts fixant la quotité de pertes qui devrait être atteinte pour que la société puisse se dissoudre, un associé s'adressât aux tribunaux pour faire prononcer la dissolution alors que le capital ne fût pas diminué dans la proportion fixée. Le tribunal sera lié par cette clause et ne pourra prononcer la dissolution pour une perte infé-

1. Cass. 19 février 1873 — 16 juin 1873 — 15 novembre 1876, précité.
2. — Cass. 15 mars 1881. D. P. 1882. 1. 421. — Cass. 21 février 1888.
D. P. 1889. 5. 429. — Ruben du Couderc, n° 438.

3. Cass. 16 juin 1873, précité.

4. Com. Seine, 21 juin 1886. *Le Droit*, 29 juin 1886, p. 861.

4. Alauzet, *Traité de dr. com.*, II, n° 465. — Pont, II, n° 1891. — Ruben du Couderc, n° 438.

rieure¹. L'associé a été partie au contrat de société, il a convenu que la société continuerait à exister jusqu'à un certain moment où les pertes atteindraient une certaine proportion du capital. L'associé est tenu de respecter la convention tant que les pertes n'ont pas atteint le taux fixé. Il n'y aurait que l'unanimité des associés qui pourrait décider que la société se dissoudrait en cas de perte moindre et non les tribunaux.

Si une clause des statuts peut empêcher les associés de demander la dissolution aux tribunaux pour une perte inférieure à celle prévue, aucune clause ne pourrait stipuler que les associés renonceraient à intenter l'action pour justes motifs en vertu de l'art. 1871². Cet article est d'ordre public et indépendant de la convention des parties. S'il n'en était pas ainsi les associés seraient privés du droit de demander aux tribunaux la dissolution de leur société quelles que soient les pertes subies et il n'y aurait, si certains d'entre eux s'opposaient à la dissolution aucun moyen de sortir de la situation déplorable où pourrait se trouver la société.

Ainsi donc l'unanimité des associés et les tribunaux peuvent prononcer la dissolution de la société en nom collectif quelles que soient les pertes qui peuvent atteindre le capital social, mais le pouvoir des associés est plus large que celui des tribunaux, puisque ceux-ci devraient se conformer à la clause des statuts stipulant que la dis-

1. Com. Nantes, 11 janvier 1899, préc.

2. Lyon-Caen et Renault, II, n° 332. — Aubry et Rau, *Cours de dr. civ. fr.*, II, p. 384 et 571. — Laurent, t. 26, p. 396.

solution ne pourra intervenir qu'en cas de perte d'une certaine quotité du capital social, tandis que ceux-là pourront de leur consentement mutuel prendre la décision de dissoudre la société sans avoir égard à cette clause.

CHAPITRE II

DE LA DISSOLUTION

DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Les sociétés en commandite par intérêt et les sociétés en commandite par actions suivent les mêmes règles pour se dissoudre. Il n'y a qu'un cas spécial aux sociétés en commandite par actions prévu par l'art. 11 de la loi du 24 juillet 1867. Nous étudierons d'abord les règles communes, puis la formalité prévue par l'art. 11 spécial aux commandites par actions.

Paragraphe I. — Des règles communes à toutes les sociétés en commandite.

Dans les sociétés en commandite comme dans les sociétés en nom collectif les associés et les tribunaux ont le pouvoir de dissoudre la société lorsque le capital social est perdu en partie. Mais ces sociétés comprennent deux sortes d'associés : les commandités et les commanditaires. Ces deux catégories ont-elles le droit de prononcer ou de faire prononcer la dissolution l'une sans l'autre ou faut-il leur concours pour obtenir cette mesure ; cette faculté n'appartient-elle qu'à l'une d'elle ?

Les commandités sont des associés obligés personnellement et indéfiniment à tous les engagements de la société. Les commanditaires sont des associés qui sont obligés seulement jusqu'à concurrence de leur mise. Ils subissent les chances bonnes ou mauvaises de la société et ils ont intérêt pour limiter leurs pertes à ce que la dissolution ne puisse intervenir à une époque trop tardive. Mais dissoudre la société est un acte de gestion et on leur refuse le droit de s'immiscer dans la gestion. Les commanditaires ne pourront donc pas par la seule expression de leur volonté, même unanime, prononcer la dissolution de la société¹. D'autre part, comme la loi leur reconnaît un droit de surveillance et de contrôle, ils pourront émettre l'avis que la société se dissolve, mais cet avis ne sera nullement obligatoire, et l'intervention des commanditaires ne peut être « qu'officieuse, qu'un avertissement, un cri d'alarme, mais jamais un ordre² ».

Si par contre les commandités émettent l'avis de leur côté ou plutôt prennent la décision de prononcer la dissolution, cette mesure ne rencontrant d'opposition chez aucun des associés sera résolue sans qu'aucun d'eux puisse en contester la validité.

Mais si les commanditaires seuls sont impuissants à prendre cette mesure, les commandités le pourraient-ils sans s'occuper de leur opinion ?

Cen'est qu'un simple avis que les commanditaires peuvent donner, avis que ne sont pas forcés de suivre les

1. Lyon, 7 février 1849. D. P. 1849. 2. 178.

2. Rapport Deschamps, D. 1863. 4. 53.

commandités. Puisqu'il en est ainsi il semble bien qu'ils peuvent s'en passer et que l'unanimité ou la majorité, si une clause des statuts admet que les décisions pourront être prises à la majorité, pourra prononcer la dissolution de la société si elle a subi des pertes qui ne peuvent être comblées. Les commandités sont obligés sur tout leur avoir et plus que les commanditaires ils pourront être touchés par la mauvaise situation de la société. Il est juste qu'ils aient plus de droits et à notre avis c'en est un qu'il faut leur reconnaître en leur permettant de prononcer la dissolution d'une société sans l'avis et même malgré l'avis contraire des commanditaires. Mais il n'y a qu'une clause des statuts qui, nous croyons pourtant, puisse leur reconnaître ce droit. La société en commandite, étant un contrat passé entre les commandités et les commanditaires, ne peut être révoquée par les uns sans les autres et il faudra le consentement des deux groupes d'associés pour dissoudre la société.

Mais une clause insérée aux statuts, clause sinon habituelle du moins très fréquente, peut permettre à l'assemblée générale des commanditaires d'apporter aux statuts les modifications dont l'utilité sera reconnue, clause suffisante pour leur permettre de dissoudre la société pour perte d'une partie du capital social. Certains statuts spécifient même que l'assemblée générale des commanditaires pourra dissoudre la société pour pertes du capital social. Dans ce cas pour que la dissolution puisse être votée, il est besoin qu'elle soit adoptée par l'assemblée des commanditaires. Mais en plus l'adhésion des commandités est indispensable, à moins que les statuts ne recon-

naissent expressément que ce droit ne peut appartenir qu'aux commanditaires¹.

Mais s'il faut que l'on reconnaisse aux commanditaires par une clause spéciale des statuts un pouvoir propre sur la dissolution, ils trouvent comme les commandités dans l'art. 1871 du C. civ. le moyen de faire prononcer la dissolution de la société. La règle de la dissolution pour justes motifs appréciés souverainement par les tribunaux s'applique comme aux sociétés en nom collectif² et tout associé, qu'il soit commandité ou commanditaire, peut intenter l'action en dissolution pour perte d'une partie du capital social, parce que les ressources de la Société sont insuffisantes pour remédier à ses embarras³. Il importera peu que la question de la dissolution ait été repoussée par les autres commandités ou les commanditaires ou ce que nous verrons en étudiant l'art. 11 de la loi de 1869 relatif aux commandites par actions, si l'assemblée générale des commanditaires a émis un avis contraire à la dissolution.

L'intéressé qui intentera l'action devra-t-il mettre en cause tous les associés. La question est simplifiée lorsqu'il n'y a qu'un commandité ou qu'un commanditaire, mais lorsqu'ils sont plusieurs. Il est certain que la de-

1. Lyon-Caen et Renault, I, n° 1018⁴. — Perceron, *Contribution à l'étude des sociétés par action*, n° 49. — Bourcart, p. 278.

2. Cass. 15 novembre 1876. S. 1878. I. 251. D. P. 1878. I. 124. — Cass. 15 mars 1881. S. 1881. I. 221. D. P. 1882. I. 421. — Amiens, 12 décembre 1885. *Recueil d'Amiens*, 1886, p. 16. — Chambéry, 14 mars 1887. *R. Soc.*, 1887, p. 377. — Paris, 17 février 1890. *J. Soc.*, 1891, p. 561. *Rev. Soc.*, 1890, p. 367. — Cass. 24 janvier 1899, P. fr. pr. 1900. I. 42.

3. Trib. com. Seine, 26 avril 1858. *J. trib. com.*, 1858, p. 327.

mande intéresse tous les associés, commandités et commanditaires, et il semblerait juste que l'action soit dirigée contre eux tous. Mais cette mise en cause offrirait beaucoup de difficultés dans les commandites par actions et les frais de procédure seraient très élevés. Il suffira au demandeur de mettre en cause les commandités ou les gérants. Ce sont eux qui représentent la société. Ainsi les commanditaires ne sont pas tenus d'assigner les autres commanditaires qui n'ont pas voulu agir concurremment avec eux. Leur action sera intentée contre ceux qui ont la gestion, gestion qui en quelque sorte seule est incriminée¹. Mais le tribunal pourrait exiger la mise en cause des autres associés². Dans le cas contraire il pourrait être formée tierce opposition au jugement déclarant la société dissoute³.

Paragraphe II. — De la dissolution des sociétés en commandite par actions.

La loi du 24 juillet comprend une disposition qui a trait à la dissolution des sociétés en commandite par actions, l'art. 11. D'après cet article le conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale des commanditaires et conformément à l'avis de ces derniers provoquer la dissolution de la société.

Cet article est emprunté à la loi du 17 juillet 1856 sur les sociétés en commandite par actions qui disait dans

1. Req. 9 juillet 1883. D. P. 1884. 1. 203.

2. Bourges, 21 août 1873. D. P. 1873. 2. 35.

3. Rouen, 8 mars 1883 sur Req. 9 juillet 1883. D. P. 1884. 1. 203 préc.

son art. 9 : « Le Conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale. Il peut aussi provoquer la dissolution de la société. » Ce texte semblait permettre au conseil de surveillance de s'adresser directement aux tribunaux pour leur demander de prononcer la dissolution de la société en s'appuyant sur de justes motifs. Les auteurs étaient contraires à cette manière de voir, car on n'admettait pas que le conseil eût le droit d'agir, par ce motif qu'il ne lui appartient seulement que de surveiller, d'éclairer et d'avertir. Lui permettre de s'adresser sans satisfaire à aucune formalité aux tribunaux pour leur demander la dissolution le faisait sortir du rôle et de la fonction qui lui étaient reconnus¹.

L'art. 11 de la nouvelle loi du 24 juillet 1867 précise nettement la fonction du conseil de surveillance sur la dissolution. Il peut convoquer l'assemblée générale des actionnaires et conformément à son avis provoquer la dissolution. Il a donc besoin de l'autorisation de ses coassociés commanditaires pour agir en justice.

Ce qui est surtout important c'est que l'art. 11 fait intervenir l'assemblée générale pour donner son avis sur l'opportunité d'une dissolution. Mais si on fait ainsi intervenir l'assemblée dans cette question c'est que l'on tient surtout à ce que le conseil de surveillance ne demande pas de sa propre volonté la dissolution aux tribunaux. On veut qu'il agisse en qualité de mandataire des commanditaires. Sans cela on n'aurait pas modifié l'art.

1. Bravard et Demangeat, *Des sociétés commerciales*, p. 168. — Rivière, *Rep. écrit*, p. 89. — Vavasour, I, n° 105. — Pont, II, n° 1921.

9 de la loi de 1856. Pour cela on exige auparavant qu'il s'adresse aux actionnaires et qu'il obtienne un avis conforme. Alors que tous les autres actionnaires pourraient demander à justice la dissolution de la société pour cause de pertes du capital social en vertu de l'art. 1871, même avant toute détermination prise par l'assemblée générale les membres du conseil de surveillance n'auront pas ce droit. Ils ne pourront agir qu'en vertu d'une délibération des commanditaires réunis en assemblée générale. S'il n'en était pas ainsi on pourrait croire que les membres du conseil de surveillance, qui sont nommés par les commanditaires eux-mêmes pour contrôler la gestion, intentent l'action au nom de ces derniers alors qu'ils n'en ont pas reçu mandat. Ce mandat ils ne l'ont que lorsqu'ils ont réuni l'assemblée générale qui leur a donné mission de provoquer la dissolution. C'est le seul moment à partir duquel ils soient susceptibles d'agir.

Cette convocation de l'assemblée générale le conseil de surveillance peut la faire lorsqu'il la juge utile. S'il est d'avis que par suite des pertes subies par la société, la dissolution s'impose, il enverra aux commanditaires une convocation pour se réunir et leur demander leur avis à ce sujet. Le conseil de surveillance est complètement libre. Pouvant réunir l'assemblée générale quels que soient les motifs qu'il ait à faire prononcer la dissolution, il est en droit de leur proposer cette mesure quelles que soient les pertes du capital social. Cela résulte d'un amendement proposé à la suite de l'art. 11 qui fut rejeté et de l'art. 11 lui-même. Cet article ne spécifie nullement les cas qui peuvent motiver la réunion légitime des com-

manditaires. L'amendement proposé ajoutait les mots suivants à l'art. 11 : « Dans tous les cas où cette dissolution aura été prévue par les statuts. » Il ne fut pas adopté par le Conseil d'État et la commission du corps législatif se rallia à cet avis¹. Il fut vainement repris et soutenu dans la discussion devant le corps législatif. On répondit : « Souvent les statuts d'une société en commandite par actions sont acceptés sans qu'on examine tous les détails. Donc, les cas de dissolution d'une société peuvent n'avoir pas été prévus, les statuts peuvent contenir des oublis, des insuffisances, des erreurs et il est juste qu'après que la société est constituée, le conseil de surveillance ait au moins la faculté de saisir l'assemblée générale de la question². » Ces observations paraissant justes il ne fut pas tenu compte de l'amendement. Le conseil de surveillance reste donc libre de convoquer l'assemblée générale toutes les fois qu'il le juge à propos³ et les pertes subies par le capital social seront un motif suffisant pour qu'il réunisse les actionnaires.

Cet article 11 sur le pouvoir du conseil de surveillance de convoquer l'assemblée générale pour lui demander son avis sur la dissolution est très net et il ressort de la discussion ayant précédé son adoption par législateur qu'aucune clause contraire des statuts ne pourrait enlever

1. Tripier, *Commentaire législatif*, I, p. 234.

2. Observation de M. Forcade-Laroquette, ministre du Commerce et de l'Industrie à Tripier, p. 583.

3. Pont, II, n° 1922. — Mathieu et Bourguignat, n° 96. — Vavasseur, I, n° 148. — Alauzet, I, n° 505.

ce droit au conseil de surveillance lorsqu'il juge à propos de l'exercer¹. Par exemple les statuts ne pourraient stipuler que l'assemblée ne pourra être convoquée que lorsque les pertes atteindront telle quotité du capital social. La seule chose qu'ils peuvent admettre c'est que lorsque la quotité fixée est atteinte le conseil de surveillance devra obligatoirement réunir l'assemblée générale pour qu'elle donne son avis.

D'importantes questions se posent en ce qui concerne la part du capital qui doit être représentée pour que l'assemblée soit régulière, la majorité requise pour que le vote soit valable, les voix accordées aux actionnaires, l'admission à l'assemblée. Ces questions qui ont été envisagées par la loi de 1867 pour les sociétés anonymes ne l'ont pas été pour les sociétés en commandite par actions. La loi de 1867 ne s'est occupée que des assemblées constitutives de ces dernières sociétés et non pas des assemblées extraordinaires comme l'est celle réunie par le conseil de surveillance lorsqu'il s'agit de dissolution. Les assemblées constitutives prennent leur décision à la majorité et cette majorité doit comprendre le quart des actionnaires et représenter le quart du capital en numéraire (art. 4). Cet article est inapplicable aux sociétés extraordinaires et pour toutes ces questions il faudra se référer aux statuts de la société². Si les statuts sont muets, la jurisprudence et la doctrine s'accordant à appliquer aux commandites par actions la théorie sur la distinction

1. Rivière, nos 107 et 111. — Vavasseur, I, n° 148. — Alauzet, n° 505.

2. Pont, II, n° 1520. — Houpin, I, n° 738. — Lyon-Caen et Renault, II, Append. 441.

des modifications secondaires et essentielles, que nous étudierons à propos des sociétés anonymes, et théorie faite pour ces sociétés, il semble que l'on devra appliquer les conditions requises pour les assemblées extraordinaires des sociétés anonymes¹.

Ce n'est qu'un simple avis que l'on demande aux commanditaires. Leur assemblée générale ne peut prononcer *de plano* la dissolution. C'est le conseil de surveillance qui sur son avis favorable provoquera le dissolution en s'adressant aux tribunaux. « La loi donne à la fois au conseil de surveillance le moyen d'interroger les actionnaires et après les avoir interrogés de se tourner vers la justice et de porter devant les tribunaux compétents l'action en dissolution². »

C'est donc à la justice qu'appartient en principe le droit de statuer³. Les statuts pourraient accorder à l'assemblée générale le pouvoir de donner non un simple avis mais de prononcer la dissolution, mais la clause devrait être expresse pour le cas en vue et pour que l'assemblée puisse dissoudre *de plano* la société pour pertes du capital social les statuts devraient le prévoir. En cas de silence l'assemblée serait impuissante à prendre une pareille décision. Les questions qui touchent à l'existence

1. Cass. 29 décembre 1897. *J. Soc.*, 1898, p. 211. — Cass. 18 octobre 1899. *S. et P.* 1901 1. 81. — *D.* 1899. 1. 567. — *Com. Seine*, 16 janvier 1893. *Le Droit*, 31 mars 1893. — *Com. Seine*, 6 mars 1901. *J. Soc.*, 1901, p. 330. — Houpin, I, n° 743. — *Lyon-Caen*, II, n° 1018. — *Rousseau*, II, n° 679.

2. Observations de M. Forcade-Laroquette. *Tripier* I, p. 399.

3. Mathieu et Bourguignat, n° 97. — Vavasseur, I, n° 599. — *Lyon-Caen* et *Renault*, II, nos 1008 et 1018. — Houpin, I, n° 640. — *Pont*, II, n° 1923.

de la société ne sont pas de sa compétence mais de celle des tribunaux¹.

Pourtant l'adoption de la loi du 16 novembre 1903 qui permet à toute société par actions de créer des actions de priorité par délibération de l'assemblée générale des actionnaires, constituée dans les conditions prévues par l'art. 31 de la loi de 1867 c'est-à-dire représentant la moitié du capital social, a fait penser que l'assemblée générale des actionnaires des commandites par actions pourrait de plein droit prendre une telle mesure et dissoudre la société. Puisque cette loi permet aux commanditaires de prendre une mesure importante et grave, il semble juste de décider qu'ils pourront prendre la mesure au moins aussi grave qu'est la dissolution de la société lorsqu'elle est basée sur des pertes importantes du capital social. On appliquerait ainsi aux sociétés en commandite par actions l'art. 37 de la loi de 1867 qui permet à l'assemblée générale des actionnaires des sociétés anonymes de statuer sur la dissolution de leur société lorsque les pertes du capital s'élèvent aux trois quarts. A notre avis nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi pour les commandites par actions. La loi ne leur reconnaît aucun pouvoir propre sur la dissolution et s'il en était ainsi ce serait en contradiction formelle avec l'art. 11 qui ne permet aux commanditaires que de donner seulement leur avis. D'autre part, si on admettait que l'assemblée générale pût elle-même statuer sur la dis-

1. Alauzet, I, n° 507. — Vavasseur, I, n° 599. — Mathieu et Bourguignat, n° 97.

solution pour perte des trois quarts, l'action individuelle de l'actionnaire serait paralysée par une fin de non recevoir tirée du droit supérieur de l'assemblée générale. Or une telle fin de non recevoir n'existe pas et l'art. 37 est donc bien spécial aux sociétés anonymes.

Que se produirait-il si l'assemblée décidait qu'il n'y a pas lieu d'autoriser le conseil de surveillance à faire prononcer la dissolution. D'après certains auteurs cette décision serait souveraine et la question de la dissolution ne pourrait être portée devant les tribunaux¹. Mais la plupart des auteurs reconnaissent que l'art. 11 ne déroge nullement à l'art. 1871 du Code civil. Cet article est d'ordre public et ne saurait être paralysé par une fin de non recevoir tiré du droit supérieur de l'assemblée générale. L'art. 1871 permet de demander la dissolution pour cause légitime. L'art. 11 de la loi de 1867 fixe seulement les pouvoirs de conseil de surveillance, il ne fixe nullement ceux de l'assemblée générale et on ne peut, sous le prétexte que le conseil de surveillance doit lui demander un avis, obliger chaque associé commanditaire à être lié par cet avis. Par conséquent tous les actionnaires, même ceux qui font partie de la majorité, qui a repoussé l'autorisation demandée pourront s'adresser à justice pour qu'elle prononce la dissolution ; on ne peut contraindre les actionnaires à assister à la ruine de la société sans couper court aux pertes en faisant prononcer la dissolution². L'avis demandé

1. Rivière, n° 113.

2. Bedarride. Appendice, n° 117. — Vavasseur, I, n° 591. — Lyon-Caen

aux actionnaires servira de base d'appréciation pour les tribunaux.

Les tribunaux pourront donc être saisis de cette demande par les actionnaires, soit agissant individuellement ou en se syndiquant dans les termes ou conditions de l'art. 17 de la loi de 1867. Comme ils peuvent agir quelle que soit la décision prise par l'assemblée, ils pourront à plus forte raison intenter leur action si l'assemblée générale n'a pas été convoquée par le conseil de surveillance¹.

On voit que la dissolution de la société en commandite par actions pourra être prononcée par la justice sur la demande des commanditaires avant et après la réunion de l'assemblée générale. La dissolution est alors laissée à l'appréciation souveraine du tribunal qui, eu égard aux pertes subies par la société, peut rendre une décision conforme.

et Renault, II, n° 1008. — Alauzet, n° 508. — Carpentier, Frérejouan du Saint et Frezier-Hermant, n° 5613. — Pont, II, n° 1924. — Paris, 17 février 1890, *Rev. Soc.*, 1890, p. 367. — Paris, 9 juin 1886, *J. Soc.*, 1886, p. 712. — Contra Dalloz. Répertoire Sociétés, n° 1234.

1. *Idem.* Bedarride, n° 239. — Lyon, 16 février 1881. D. P. 1882. 2. 108. — Paris, 7 février 1886. *J. Soc.*, 1886, p. 712. — Bordeaux, 14 août 1888 et 14 août 1889, *Rev. Soc.*, 1890, p. 28. — Cass. 27 nov. 1888. P. fr. p. 1889. 1. 35. S. 1890. 1. 521.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS ANONYMES

CHAPITRE PREMIER

DU MONTANT DES PERTES QUI PEUVENT MOTIVER LA DISSOLUTION

La loi du 24 juillet 1867 a prévu dans un de ses articles, l'art. 37, la dissolution des sociétés anonymes lorsque les pertes du capital social sont devenues importantes. L'art. 37 est ainsi rédigé :

« En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. La résolution de l'assemblée est dans tous les cas rendue publique. A défaut par les administrateurs de réunir l'assemblée générale comme dans le cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux.

L'art. 37 fixe donc une certaine quotité de pertes à

partir de laquelle la dissolution lui semble devoir être prononcée et pour y arriver, il indique les formalités à remplir, convocation de tous les actionnaires, publicité de la résolution. L'intention des législateurs est qu'une décision doit de toutes façons intervenir puisqu'il organise un recours aux tribunaux lorsque l'assemblée générale extraordinaire n'aura pu, pour une cause quelconque, se prononcer.

La quotité du capital qui doit être perdue pour que cette procédure soit commencée s'élève aux trois quarts du capital social. Lorsqu'il aura été reconnu par les administrateurs que le capital de la société se trouve réduit au quart, ceux-ci seront obligés de réunir tous les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour qu'ils se concertent sur l'utilité d'une dissolution anticipée.

Sous le Code de commerce le gouvernement exigeait que les statuts, vus et approuvés par lui, fixassent la proportion de pertes du capital qui obligeât la société à se dissoudre et cette proportion de pertes devait être mesurée sur la nature plus ou moins chanceuse des opérations entreprises et sur l'usage plus ou moins étendu que la société aurait à faire de son crédit¹.

Il a semblé préférable aux rédacteurs de la loi de 1867 de fixer une quotité uniforme telle que les statuts ne pourraient en prévoir une plus forte pour que les actionnaires pussent statuer sur la dissolution. Les trois quarts sont un maximum qui ne peut être dépassé. Mais les

1. D. P. 1867. 4. 113.

statuts peuvent à bon droit décider que l'assemblée générale des actionnaires pourra prononcer, conformément à la loi, la dissolution de la société en cas de pertes moindres. Il n'y a aucun minimum. Il n'y a même aucune utilité pour les statuts à prévoir le cas de dissolution pour cause de pertes des trois quarts du capital social : une telle clause n'a nullement besoin d'être insérée, l'art. 37 est tout à fait indépendant de la convention des parties.

Cette quotité fixée par l'art. 37 n'est-elle pas trop élevée ? Lorsqu'en effet les trois quarts du capital social sont perdus la société est bien près du désastre. Ne vaudrait-il pas mieux que la société ait le pouvoir de se dissoudre lorsque les pertes sont moins élevées ? Lorsque les pertes s'élèvent déjà à la moitié du capital social la situation est déjà critique et il est prudent que les actionnaires puissent être réunis pour prendre une décision sur la dissolution ou la continuation de la société¹. Dans beaucoup de sociétés une clause de statuts prévoit que l'assemblée générale pourra prononcer la dissolution pour pertes inférieures aux trois quarts du capital, clause qui oblige les administrateurs à convoquer les actionnaires lorsque les pertes ont atteint cette quotité.

Depuis la loi du 16 novembre 1903 on reconnaît à l'assemblée générale extraordinaire le pouvoir de modifier les statuts et par conséquent de dissoudre la société. En vertu de ce pouvoir, lorsque les pertes seront sensibles et lorsque la mauvaise situation de la société fera

1. Cellerier, *Étude sur les Sociétés anonymes en France*, p. 503.

craindre que le déficit ne fasse qu'augmenter, l'assemblée générale extraordinaire pourra dissoudre la société et cela quelle que soit la quotité de pertes.

Ainsi donc lorsque les pertes auront atteint soit les trois quarts du capital social, soit une quotité moindre d'après une clause des statuts, la question de la dissolution devra obligatoirement être solutionnée et facultativement en cas de pertes inférieures aux trois quarts.

CHAPITRE II

DE LA DISSOLUTION EN VERTU DE L'ART. 37

L'art. 37 comprend comme nous l'avons vu deux parties, l'une qui prévoit la dissolution par un vote de l'assemblée générale de tous les actionnaires, assemblée extraordinaire, l'autre qui autorise, sous certaines conditions, les intéressés à se retourner devant les tribunaux pour que ceux-ci prennent la décision que l'assemblée générale n'a pu prendre soit parce qu'elle n'avait pas été réunie soit parce qu'elle avait été formée irrégulièrement. L'assemblée générale chargée en premier lieu de donner son opinion est une assemblée spéciale qui exige pour sa régularité des mesures touchant la convocation et la tenue.

SECTION I. — DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE.

Paragraphe I. — De la convocation de l'assemblée générale.

Au moment où les pertes du capital social atteignent le chiffre fixé par l'art. 37, les trois quarts, « les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de tous les actionnaires ». Jusque-là rien ne le force à les convo-

quer¹. Ils le pourraient s'ils trouvaient cette mesure sage². Mais aussitôt que, par l'examen des affaires de la société, ils ont constaté que l'actif n'est plus que le quart du capital nominal primitif, ils doivent convoquer les actionnaires en assemblée générale. C'est une obligation pour eux³. S'ils n'y étaient obligés il pourrait se faire qu'ils ne prissent pas le soin de réunir les actionnaires pour leur soumettre la nécessité d'une dissolution anticipée. Ils peuvent avoir des intérêts opposés aux actionnaires. Que leur importe que la société ne soit plus en état de poursuivre une exploitation rémunératrice pourvu qu'ils continuent à toucher des émoluments souvent considérables. Comme les actionnaires seront réduits à intenter une action en justice pour voir prononcer la dissolution et qu'alors cette décision sera rendue après un temps qui sera toujours trop long, les administrateurs pourront trouver avantageux pour eux de rester inactifs. Il est vrai qu'ils seront responsables du préjudice qu'ils auront ainsi causé par leur faute et ils seront responsables solidairement.

A cause de cette responsabilité solidaire il semble qu'il serait juste que l'un d'eux pût réunir l'assemblée sans prendre l'avis de ses collègues. Il n'en est rien. Chaque

1. C'est à bon droit qu'ils ne réunissent pas l'assemblée générale lorsque le bilan qu'ils présentent accuse une perte inférieure à la perte prévue. Com. Lyon, 23 novembre 1903.

2. Wahl, Des assemblées générales appelées à délibérer sur la dissolution des Sociétés en cas de perte. *J. des Soc.*, 1906, p. 337.

3. Paris, 6 février 1894. D. P. 1894. 2. 545. — Cass. 24 octobre 1892. S. 1896. 1. 495. D. P. 1892. 1. 600. — Pont, t. II, n° 1918. — Houpin, II, n° 947. — Vavasseur, II, n° 914. — Floucaud-Pennardille, II, n° 900.

administrateur ne pourra agir individuellement ; le conseil doit délibérer avant de prendre la décision de convoquer les actionnaires, décision qui sera prise à la majorité¹.

Mais en cas d'inaction de la part des administrateurs les commissaires de surveillance pourront agir à leur place. D'après l'art. 33 de la loi de 1867, ils peuvent toujours en cas d'urgence convoquer l'assemblée générale². Ils sont alors seuls juges de l'opportunité de la convocation. Il y a sans contredit urgence lorsque les pertes du capital atteignent les trois quarts et c'est un devoir pour les commissaires de réunir les actionnaires à défaut des administrateurs.

Que se passerait-il si ni les administrateurs, ni les commissaires de surveillance ne convoquaient les actionnaires à l'assemblée générale. D'après l'art. 37 les intéressés pourraient demander la dissolution devant les tribunaux. N'est-il pas préférable pour les actionnaires de se réunir en assemblée générale ? La dissolution pourrait être plus vivement prononcée par l'assemblée et les actionnaires se trouveraient peut-être en face d'une situation un peu moins mauvaise, car il est vraisemblable que plus on attendra plus les pertes augmenteront.

Les actionnaires n'ont-ils donc aucun moyen de faire réunir l'assemblée générale ? Ils ne peuvent convoquer eux-mêmes l'assemblée, à moins d'une stipulation ex-

1. Trib. com. Seine, 16 janvier 1899. *J. des Soc.*, 1899, p. 366. — Trib. com. Seine, 19 mai 1899. *J. des Soc.*, 1899, p. 456.

2. Pont, II, n° 1918. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 906. — Houpin, II, n° 947. — Vavasseur, II, n° 914. — Floucaud-Pennardille, II, n° 899.

presse aux statuts, même s'ils représentaient une fraction très importante du capital social, quel que soit l'intérêt en jeu ¹. Mais on leur permet de saisir de réclamations les administrateurs et les membres du conseil de surveillance. A la suite de cette mise en demeure infructueuse ils peuvent les assigner devant le tribunal de commerce à l'effet de voir dire qu'ils devront dans un délai déterminé procéder à la convocation nonobstant appel²; ils devront toutefois rapporter des preuves ou des présomptions rendant tout au moins vraisemblables les pertes du capital social³. En tout cas, le pouvoir judiciaire ne pourrait pas convoquer lui-même l'assemblée générale ou désigner un administrateur isolé pour opérer cette convocation ⁴.

Mais si les administrateurs ou les commissaires n'exécutent pas la décision qui a été rendue, les actionnaires peuvent obtenir la nomination de mandataires de justice, qui se substitueront aux représentants légaux de la société et qui convoqueront immédiatement l'assemblée qu'ils présideront ⁵.

1. Lyon-Caen et Renault, II, n° 849. — Houpin, II, n° 874. — Vavasseur, II, n° 753. — Contra Agen, 15 janvier 1879. *J. des Soc.*, 1880, p. 477.

2. Paris, 14 décembre 1894. *Gaz. Palais*, 28 décembre 1894. — Com. Seine, 24 février 1881. *J. des Soc.*, 1884, p. 404. — Com. Lyon, 23 novembre 1903.

3. Trib. com. Lyon, 23 novembre 1903 précité. — Seine, 8 août 1884. *R. Société*, 1885, p. 41. — Paris, 6 février 1894. *D. P.* 1894. 2. 545. — Paris, 24 juillet 1895 préc.

4. Trib. com. Seine, 16 janvier 1899. *La loi*, 28 mars 1899. — Trib. com. Seine, 29 janvier 1899. *Journal du Trib. de Com.*, 1899, p. 307. — Trib. com. Seine, 19 mai 1899. *La loi*, 27 mai 1899. — Paris, 8 août 1895, *J. Soc.*, 1896, p. 32.

5. Paris, 21 février 1893. *Rev. Soc.*, 1893, p. 378. — Trib. com. Seine,

Il serait sans aucun doute préférable que l'on permit aux actionnaires de convoquer l'assemblée générale, car lorsque les administrateurs et les commissaires de surveillance ne veulent pas exécuter l'obligation qui leur est imposée les actionnaires en sont réduits à faire des procès. Les auteurs admettent tous que les actionnaires devraient pouvoir convoquer l'assemblée générale quand il y va de l'intérêt de la société. Un projet de loi voté par le Sénat en 1884 exigeait dans le paragraphe 3 de l'art. 18 la convocation de l'assemblée générale lorsqu'elle serait réclamée par des actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. L'art. 11 du projet de loi déposé à la Chambre le 3 avril 1903 prescrit aux administrateurs de convoquer obligatoirement dans le mois, nonobstant toute disposition contraire aux statuts, les actionnaires représentant le quart du capital social¹. Il est vrai que le conseil d'administration peut s'y refuser et il faudra encore plaider. On devrait donc autoriser les actionnaires à désigner un ou plusieurs commissaires chargés de faire la convocation².

Donc en dehors d'une clause des statuts permettant aux actionnaires de convoquer l'assemblée générale ou de se réunir à intervalles déterminés pour étudier les modifications aux statuts, les actionnaires s'ils ne veulent pas intenter d'action en justice, devront attendre le bon

5 décembre 1890. *J. des Soc.*, 1891, p. 90. — Trib. com. Seine, 26 décembre 1892. *J. des Soc.*, 1893, p. 149. — Lyon, 1^{er} décembre 1892. *J. des Soc.*, 1893, p. 516. — Houpin, II, n° 874.

1. *Journal officiel*. Annexe de la Chambre, 1903, p. 436.

2. Léouzon-le-Duc, *La réforme des Sociétés par actions*, p. 26.

plaisir des administrateurs ou des commissaires de les réunir en assemblée générale. Il est à présumer qu'ils auront tout intérêt à porter leur demande en dissolution devant le tribunal.

Paragraphe II. — Des actionnaires à convoquer.

L'art. 37 fait une obligation aux administrateurs de convoquer tous les actionnaires. C'est donc une assemblée universelle qui sera réunie. Il ne semble y avoir aucun doute à ce sujet. Pourtant si certains auteurs certifient que tous les actionnaires doivent être appelés à former cette assemblée générale extraordinaire¹, d'autres ont émis l'avis qu'il n'en était pas ainsi².

Les statuts peuvent déterminer le nombre d'actions qu'il est nécessaire de posséder pour faire partie de l'assemblée générale (art. 27)³. D'après certains cette disposition doit être appliquée à l'assemblée générale de l'art. 37, car les statuts sont la loi du fonctionnement de la société durant sa durée. De plus, la dissolution en vertu de l'art. 37 n'est pas une décision plus importante que les autres modifications du pacte social, modifications décidées par l'assemblée générale extraordinaire pour laquelle on applique l'article des statuts. Et puis si les statuts stipulent que la société pourra facultativement se

1. Lyon-Caen et Renault, II, n° 906. — Houpin, II, n° 947. — Wahl. *J. des Soc.*, 1906, p. 337.

2. Bourcart, n° 48, p. 192. — Cellerier, n° 557.

3. Cass. 30 avril 1894. S. 1894. I. 305. *J. des Soc.*, 1894, p. 326. — Douai, 22 novembre 1895. *J. des Soc.*, 1896, p. 309. — Bourcart, p. 191. — Arthuys, II, n° 575. — Houpin, II, n° 904. — Contra Lyon-Caen et Renault, II, n° 863.

dissoudre en cas de pertes inférieures aux trois quarts et que d'autre part ils établissent le suffrage censitaire il n'y aura pas lieu de réunir l'assemblée universelle. On prétend aussi que c'est une difficulté insurmontable de réunir tous les actionnaires¹.

Or si ce n'était pas une assemblée universelle qui devait être réunie dans le cas de l'art. 37, la loi n'aurait pas pris la précaution de le spécifier. Il y a bien « tous les actionnaires ». C'est une erreur de prétendre que tous ne doivent pas y prendre part parce qu'ils ne pourraient être tous réunis ; l'art. 37 prévoit la convocation de tous les actionnaires, mais n'exige nullement que tous les actionnaires y fussent présents ou représentés.

C'est une décision très importante que l'on doit prendre, c'est l'existence de la société qui est en jeu. La dissolution touche tous les actionnaires, ils ont tout intérêt à pouvoir prendre part à la discussion et à voter sur la mesure qui sera mise aux voix. Il est naturel qu'ils soient tous convoqués et s'ils ne l'étaient pas l'assemblée générale serait nulle et les actionnaires, s'ils ne renonçaient pas à cette nullité, pourraient s'adresser aux tribunaux pour obtenir la dissolution². Une clause des statuts ne pourrait écarter de l'assemblée de l'art. 37 aucun actionnaire.

Donc à cette assemblée extraordinaire même les petits actionnaires seront convoqués, et tous auront le droit d'assister à l'assemblée : ils n'auront pas à se réunir pour

1. Cellerier, n° 557.

2. Com. Seine, 17 février 1898. *J. Soc.*, 1898, p. 282. — Lyon-Caen et Renault, II, p. 906. — Arthuys, II, n° 755. — Houpin, n° 947.

former le nombre d'actions qui dans un autre cas serait nécessaire pour qu'ils y soient admis en vertu d'une clause des statuts et comme le leur permet l'art. 4 de la loi du 1^{er} août 1893 (art. 27 de la loi de 1867). Cette loi de 1893 a servi d'argument à ceux qui contestaient à tous les actionnaires de prendre part à l'assemblée de l'art. 37. D'après elle les petits actionnaires groupés sont représentés par l'un d'eux à l'assemblée et ainsi semble satisfaire à l'obligation de l'art. 37. Mais cette manière de voir est en contradiction avec le texte bien précis de l'art. 37. Provoquer la réunion des actionnaires veut dire convoquer les actionnaires pour qu'individuellement ils puissent se rendre à l'assemblée et ne veut pas dire autre chose. On cherche à ce que tous les actionnaires soient présents à cause de l'importance de la mesure à prendre.

Seront donc appelés à former l'assemblée générale ceux que l'on regarde comme des actionnaires, mais on convoquera aussi les personnes à qui les statuts auront conféré voix consultative¹. On convoquera donc les porteurs de parts bénéficiaires ou de fondateurs lorsqu'une clause des statuts leur auront conféré voix consultative, seule voix qu'ils peuvent avoir².

Seront aussi convoqués avec voix délibérative les porteurs d'actions de priorité créés par la loi du 16 novembre 1903, qui dans les assemblées ont un droit de vote égal aux autres porteurs d'action, sauf dispositions con-

1. Naquet-Radiguet, p. 143.

2. Lecouturier, *Traité des parts de fondateurs*, n° 344. — Projet de loi 4 juillet 1903. art. 19. *J. officiel*. Annexe Chambre, 1903, p. 2514.

traires aux statuts¹, les porteurs d'actions de jouissance, qui bien qu'amorties représentent une fraction du capital social².

Ce sont donc tous ceux qui sont vraiment propriétaires du capital social qui vont se réunir pour discuter des mesures à prendre pour sauvegarder ce qui peut rester de ce capital et c'est au moyen de l'assemblée générale qu'ils exerceront leur autorité et qu'ils exprimeront leur volonté.

Paragraphe III. — Du quorum.

Lorsque les actionnaires ont reçu la convocation à l'assemblée générale, doivent-ils obligatoirement y prendre part pour qu'elle soit régulière? On a argué des mots « provoquer la réunion de tous les actionnaires » pour exiger la présence de tous les actionnaires. Cette idée a été soutenue par ceux qui exigent que la dissolution soit votée par l'unanimité des actionnaires. Les deux questions se tiennent. On a prétendu que pour révoquer le contrat qui liait les associés il fallait, d'après les principes généraux, le consentement de tous les contractants (art. 1134, C. civ.), donc la présence personnelle ou par mandataire de tous les actionnaires serait exigée.

Cette exigence est impossible à admettre. Les sociétés par actions sont formées d'un grand nombre d'action-

1. Bourcart, p. 105. — Houpin, I, p. 384. II, p. 1413.

2. Lyon-Caen et Renault, II, n° 844. — Thaller, n° 587. — Houpin, II, n° 859. — Bourcart, p. 105. — Contra Vavasseur, II, n° 904. — Goiraud, I, n° 67.

naires qui sont dispersés sur la surface du globe et il serait difficile de les réunir tous. Du reste les propriétaire d'actions au porteur ne pouvant être convoqués que par des avis insérés dans les journaux, il est certain que tous n'auront pas eu connaissance de la convocation. On a confondu convocation et présence, l'art 37 ne s'occupe que de la convocation¹.

Mais si pour la validité de l'assemblée on ne peut exiger la présence de tous les actionnaires, peut-elle se réunir régulièrement quel que soit le nombre des présents. Il doit toujours y avoir une certaine quotité du capital représenté.

L'assemblée de l'art. 37 est une assemblée générale extraordinaire. Elle ne diffère de cette assemblée que par l'obligation de convoquer tous les actionnaires. Mais autrement elle doit suivre toutes les règles des assemblées générales extraordinaires. Quel est donc le quorum exigé pour ces assemblées. L'art. 31 de la loi de 1867 l'indique : « Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts et sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolution avant ce terme ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social. »

Il faut appliquer à l'assemblée générale de l'art. 37 le quorum exigé par l'art. 31². Pour que l'assemblée soit

1. Wahl. *J. Soc.*, 1906, p. 337.

2. Com. Lyon, 17 février 1898, *J. Soc.*, 1898, p. 280. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 906. — Houpin, II, n° 947. — Houpin, Pouvoirs des assem-

régulièrement constituée il faudra qu'elle soit composée d'un certain nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social.

Mais les statuts pourraient fixer un quorum plus élevé, seule la clause des statuts fixant un quorum moins élevé serait nulle¹. La loi exige que la moitié au moins du capital social soit représenté : c'est le quorum minimum nécessaire et suffisant et les statuts peuvent le faire évoluer au-dessus de ce minimum ; ils pourraient aller jusqu'au maximum et exiger la présence de tous les actionnaires.

Le projet de loi déposé en 1903 transforme dans son art. 13 l'art. 31 de la loi de 1867. Il spécifie que les assemblées pour délibérer valablement devraient être composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. C'est une condition assez dure et qui empêchera souvent que la dissolution soit prononcée par l'assemblée générale et qui les forcera à avoir recours aux tribunaux. Seulement cette loi organise des assemblées de secours avec un quorum plus réduit, la demie pour la deuxième, le tiers pour la troisième. Les actionnaires devront-ils attendre que ces trois assemblées aient été réunies sans succès pour s'adresser à la justice, ce qui reculera la décision urgente à prendre ou pourront-ils dès la première assemblée impuissante à prononcer la dissolution intenter leur action ?

blées générales extraordinaires. *J. Soc.*, 1880, p. 538. — Tripier, *Commentaire législatif*, I, p. 173. — Naquet, p. 408.

1. Cass. 30 avril 1894. P. fr. p. 1895. 1. 389.

Paragraphe IV. — De la majorité.

Le vote que doit prendre l'assemblée générale extraordinaire constituée régulièrement doit satisfaire à certaines conditions pour être valable. Devra-t-il être pris à la majorité ou à l'unanimité des membres présents, ou à la majorité des actions représentées ?

Il n'est certes pas besoin de l'unanimité pour que la dissolution puisse être prononcée. D'après l'art. 28 de la loi de 1867 dans toutes les assemblées générales les délibérations sont prises à la majorité des voix et il n'y a aucune différence à faire entre les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires. L'art. 28 est général¹. Cette solution doit donc être appliquée à l'assemblée réunie en vertu de l'art. 37.

Mais pour le calcul de cette majorité comptera-t-on les votants ou le nombre des actions représentées par les membres présents c'est-à-dire la mesure pourra-t-elle être prise par des actionnaires représentant la majorité, mais ne possédant pas la moitié du capital social.

L'art. 31 ne s'occupe pas du nombre des actionnaires qui doivent composer l'assemblée extraordinaire, mais du nombre d'actions qui doivent être représentées et calculées en numéraire². Il semble logique d'appliquer cette idée au vote qui devrait pour être valable représenter plus du quart du capital social. L'assemblée

1. Houpin, II, n° 882. — Lyon-Caen et Renault, II, 851. — Cass. 29 janvier 1894. I. 169. — Douai, 30 décembre 1891. S. 1892. 2. 317. — Paris, 18 juillet 1900. *I. Soc.*, 1902, p. 152.

2. Wahl. *J. Soc.*, 1906, p. 337.

réunie en vertu de l'art. 37 devrait donc prendre ses délibérations à la majorité des actions représentées.

De plus on pourrait se demander si l'on ne doit pas exiger la double majorité qui doit être fournie dans les assemblées générales des sociétés en commandite par actions, majorités spécifiées par l'art. 4 de la loi de 1867. Cet article, après avoir dit que les délibérations sont prises à la majorité des actionnaires présents, explique comment doit être formée cette majorité. Elle doit comprendre le quart des actionnaires et représenter le quart du capital en numéraire. Comme l'art. 31 ne parle que du capital représenté il pourrait se faire que cette double majorité soit requise. On pourrait raisonner ainsi si l'art. 31 n'était précédé de l'art. 28 très formel sur ce sujet et ainsi conçu : « Dans toutes les assemblées générales les délibérations sont prises à la majorité des voix. » Cet article est, comme on le voit, très net et ne fait aucune distinction. Il a en vue toutes les assemblées générales des sociétés anonymes qu'elles soient constitutives, ordinaires, extraordinaires, réunies en vertu de l'art. 37. Il faudra donc s'occuper de la majorité des voix et non de la majorité des actions représentées.

Mais majorité des voix ne veut pas forcément dire majorité des votants. L'art. 27 fait en effet une obligation aux statuts de déterminer le nombre de voix qui doivent appartenir à chaque actionnaire eu égard au nombre d'actions dont il est porteur. Certains actionnaires auront ainsi plusieurs voix. Cette prescription des statuts proportionnant le nombre des voix au nombre d'actions doit-elle être appliquée à l'assemblée générale de l'art.

37¹ Ce mode de computation des voix est appliqué à l'assemblée générale constitutive à laquelle prennent part tous les actionnaires. Comme tous les actionnaires prennent part à l'assemblée de l'art. 37, par analogie on devra, a-t-on dit, appliquer l'article des statuts réglant la question de savoir comment se calculeront les suffrages¹. Les statuts décideront ainsi si chaque actionnaire a une voix ou un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions. Ils pourront même fixer un maximum. L'art. 27 fixe également un maximum de voix ; dix voix au plus peuvent être accordées à la même personne. Puisque l'on applique déjà une partie de l'art. 27 à l'assemblée de l'art. 37, il semble que l'on puisse en appliquer toutes ses prescriptions. Nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi. L'alinéa 2 de l'art. 27 ne s'occupe que de l'assemblée constitutive. Pour les autres assemblées, y compris l'assemblée extraordinaire de l'art. 37, on n'a pas à se préoccuper de ce maximum de dix voix. Il faut se référer aux statuts. Ceux-ci pourraient donner à chaque actionnaire une voix par action qu'il possède.

On a soutenu que l'art. 27 ne pouvait être étendu aux assemblées générales extraordinaires², que l'intérêt était plus grand dans ce cas et qu'il était normal que celui qui avait beaucoup d'actions ait des intérêts plus grands à défendre. L'assemblée de l'art. 37 est une assemblée tout à fait extraordinaire. C'est la seule, en dehors de l'as-

1. Bourcart. *Op. cit.*, p. 190. — Cass. 30 avril 1894. P. 1894. I. 433. S. 1895. I. 389.

2. Trib. com. Seine, 5 novembre 1900. Note de Houpin sur *J. Soc.*, 1901, p. 316. — Bourcart, *op. cit.*, p. 191.

semblée constitutive, qui n'est pas une assemblée extraordinaire, à laquelle on permette à tous les actionnaires de prendre part et de voter. C'est donc que l'on reconnaît que la mesure à prendre sera très importante, puisque l'on permet même à ceux qui ont seulement une action de voter. Puisqu'on reconnaît à ces petits actionnaires le droit de voter proportionnellement à leur intérêt, on devrait donner aux actionnaires autant de voix qu'ils ont d'actions. Les gros actionnaires ont plus d'intérêt à la bonne marche des affaires de la société car ils peuvent quelquefois y avoir de gros capitaux engagés et il paraît équitable de leur donner une part prépondérante dans les décisions à prendre. La dissolution de la société pourra causer à ces gros actionnaires des pertes importantes et comme il peut se faire que ce soient de riches capitalistes, ils pourront, afin de perdre le moins possible, consentir des avances, fournir des subsides à leur société afin d'essayer de la remettre à flot, mesure dont profiteront avec eux les petits actionnaires. Il se pourrait alors que leur intention d'aider la société ne puisse être exécutée, l'avis des petits actionnaires l'emportant sur eux parce que plus nombreux ils peuvent faire admettre la dissolution de la société pour cause de pertes. Les petits actionnaires ne peuvent pas moins que les gros imposer leur volonté puisque tous sont appelés à la manifester, mais ils ne le peuvent pas plus et leur donner une voix parce qu'ils auront une action les met dans une situation plus avantageuse que l'actionnaire qui ayant cent actions n'aura que dix voix.

Du reste dans toutes les assemblées chaque actionnaire a un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions, c'est-à-dire proportionnel à la portion de capital qu'il possède. Ici il doit en être de même pour tous et puisque la règle habituelle est modifiée pour les petits actionnaires elle doit l'être aussi pour les gros et comme on ne peut appliquer la clause des statuts fixant la proportion d'actions pour pouvoir prendre part à l'assemblée afin de permettre aux tout petits actionnaires, qui n'ont qu'une action, d'assister à cette assemblée de l'art. 37, on ne doit pas de même l'appliquer aux gros et leur donner autant de voix qu'ils ont d'actions. Du reste le projet de loi du 3 avril 1903 spécifie que chaque action donnera droit à une voix sans limitation.

Jusqu'à ce que ce projet soit voté on continuera à appliquer l'article des statuts sur la proportion des voix à donner aux actionnaires, aux gros actionnaires.

Paragraphe V. — Des pouvoirs de l'assemblée de l'art. 37.

L'art. 37 n'a pas fait une obligation aux actionnaires de voter la dissolution de la société lorsque les pertes atteindraient les trois quarts du capital social. Avant l'adoption de cet article de la loi de 1867 il fut question de rendre obligatoire la dissolution dans ce cas. Mais on objecta que certaines affaires pourraient fonctionner avec un capital très réduit, qu'il était trop rigoureux de forcer des sociétés à liquider à un moment où elles semblaient pouvoir se relever de pertes qu'elles avaient pu subir. La dissolution obligatoire ne fut donc pas

admise. On a cherché à quelles société cette dissolution anticipée pouvait nuire. On trouva que seules les sociétés de mines pouvaient avoir avantage à continuer leur exploitation malgré de très grosses pertes avec un capital très réduit¹.

C'est donc l'assemblée générale qui doit « statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société ». On laisse aux actionnaires le soin d'apprécier la situation. Ils ont un pouvoir de décision propre et cela sans aucun recours possible. Ils sont seuls juges de leurs intérêts. Ils peuvent penser que malgré le déficit important, il y a quelque espoir de récupérer les pertes, de relever la société en prenant certaines mesures qui placeraient la société dans une situation plus favorable. La perte des trois quarts du capital social, quoique prouvant que la société traverse des instants très critiques pour son avenir, ne veut pas dire que la ruine est proche. Il a peut-être fallu faire des sacrifices considérables avant que la société puisse prendre son essor, sacrifices dont on est sur le point de recueillir les fruits. Il y a peut-être des signes certains de prospérité, mais la loi tient à ce que les actionnaires examinent la situation très sérieusement lorsqu'on est arrivé à ce degré de pertes. La discussion doit avoir toute l'ampleur désirable².

Les actionnaires verront donc s'il est préférable pour l'avenir de la société de continuer l'entreprise pour la-

1. Bedarride, Commentaire de la loi de 1867, art. 37, n° 453. — Rivière, id., n° 247.

2. Paris, 6 février 1894. D. P. 1894. 2. 545.

quelle elle a été constituée. Mais ils devront juger sainement la situation réelle. Souvent ils pourront être entraînés par leur désir de récupérer leurs pertes, et pourront être mauvais juges, car les éléments d'appréciation pourront leur manquer. Ils auront souvent tendance à s'en rapporter aux explications des administrateurs qui peuvent avoir de multiples intérêts à ce que la société ne se dissolve pas encore et qui même s'ils sont de bonne foi, séduits par les apparences, peuvent être entraînés par des espérances qu'ils feront miroiter aux yeux des actionnaires¹.

Il en résultera peut-être qu'une société mortellement atteinte pourra continuer ses opérations et venir aboutir à la faillite. Il faut des capitaux et du crédit pour faire vivre l'entreprise. Or le capital est perdu aux trois quarts, le crédit ne peut plus exister car la résolution de l'assemblée est dans tous les cas rendue publique². Il semble bien que les actionnaires auront tout avantage à voter la dissolution et s'ils ne prennent pas cette résolution ils devront avoir la certitude de pouvoir relever leur société de la mauvaise situation où elle se trouve.

L'art. 37 a voulu en autorisant les actionnaires à prendre la détermination de la continuation de la société, leur permettre de profiter des quelques chances qui pouvaient exister pour que leur société devienne un peu moins mauvaise et sorte de ce pas critique. S'ils se sont trompés, ils auront la ressource d'essayer de réunir une

1. Bedarride. *Op. cit.*, art. 37, n° 452.

2. Bedarride. *Précité.* N° 454.

nouvelle assemblée pour qu'elle revienne sur sa précédente résolution ou de s'adresser aux tribunaux.

SECTION II. — PEUT-IL ÊTRE RÉUNI UNE DEUXIÈME
ASSEMBLÉE.

Lorsque l'assemblée générale n'a pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander aux tribunaux de prononcer la dissolution que celle-ci n'a pas été en mesure de prononcer. Mais avant cette action en justice pourrait-il exister une deuxième délibération de secours et les administrateurs auraient-ils le pouvoir de convoquer à nouveau les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour qu'elle statuât sur le projet de dissolution.

On pourrait croire que les termes de l'art. 37 rendent cette deuxième assemblée impossible et permettent seulement le recours aux tribunaux. Si l'art. 37 ne prévoit pas la réunion d'une deuxième assemblée elle ne l'interdit pas. Il laisse les actionnaires libres de demander aux tribunaux de prononcer la dissolution. Jusqu'à ce moment rien n'empêche les administrateurs de convoquer à nouveau les actionnaires à une nouvelle assemblée.

Lorsque l'assemblée extraordinaire chargée de modifier les statuts (art. 31) n'a pu délibérer valablement, la moitié du capital n'ayant pas été représentée on admet que les administrateurs aient le droit de convoquer une deuxième assemblée. Il est évident que cette solution peut être appliquée à l'art. 37 et on permet aux administrateurs,

s'ils le jugent utile, de réunir à nouveau tous les actionnaires pour qu'ils statuent sur la dissolution¹.

Mais ce n'est pas une obligation pour eux, c'est seulement une faculté qui leur est reconnue. Cette deuxième assemblée peut être utile, car elle empêchera le recours aux tribunaux et la décision interviendra plus rapidement. Mais les administrateurs n'auront pas indéfiniment le droit de réunir les actionnaires. Lorsque l'action en justice aura été intentée, l'assemblée sera dessaisie complètement de la question de la dissolution².

Si elle a été réunie en temps utile quelles seront les conditions qu'elle devra fournir pour qu'elle soit valable ?

Tous les actionnaires devront être convoqués, ce qui ne fait aucun doute. Mais il y a controverse au sujet du capital représenté. Pourra-t-on se reporter aux art. 29 et 30 et décider que la deuxième assemblée sera valablement constituée quel que soit le capital représenté ?

Ces dispositions sont étrangères aux assemblées de l'art. 31, et par conséquent à celle de l'art. 37. D'après l'art. 29 l'assemblée réunie est valable en cas du quart du capital représenté et le rapport de la loi de 1867 dit « qu'en cas de modification aux statuts, continuation de la société, dissolution avant terme, les assemblées ne délibèrent valablement que si elles sont composées d'un nombre d'actions représentant la moitié du capital social³ ». L'assemblée de l'art. 37 doit donc, soit du premier

1. Wahl, *J. Soc.*, 1906, p. 337 et s. précité.

2. Paris, 6 février 1894. D. P. 1894. 2. 545. précité.

3. Tripier, *Commentaire législatif*. Tome I, p. 173.

coup, soit en s'y reprenant, être composée, pour délibérer valablement, d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. La moitié du capital est un minimum que l'on ne peut dépasser¹.

Le projet de loi déposé en 1903 envisage cette question d'assemblées de secours et comprend la nécessité qu'un quorum réduit soit institué pour ces nouvelles assemblées². Ce projet de loi dans son art. 13 ne maintient pour la deuxième assemblée, le quorum primitif élevé aux trois quarts du capital social, que pour les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications touchant à la forme ou à l'objet de la société. Dans tous les autres cas, si une première assemblée ne remplit pas les conditions, une nouvelle assemblée peut être réunie et délibérer valablement si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Si cette deuxième assemblée ne réunit pas la moitié du capital, il peut être convoqué une troisième assemblée qui délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'actions représentant le tiers du capital social³.

Ce projet de loi, s'il crée une innovation pour la question du quorum, n'en crée pas une pour la réunion de nouvelles assemblées, et actuellement les administrateurs peuvent convoquer les actionnaires jusqu'à ce que l'assemblée soit en état de prendre une délibération qui soit

1. Rapport du Commissaire du gouvernement. Bedarride, *op. cit.*, art. 31, n° 407. — Houpin, Pouvoirs des assemblées générales extraordinaires. *J. Soc.*, 1880, p. 538.

2. Léouzon-le-Duc. *Op. cit.*, p. 27.

3. Projet de loi du 3 avril 1903. *J. officiel*, préc.

valable. Cette assemblée devra toujours représenter la moitié au moins du capital social pour délibérer valablement, mais dès la première assemblée les intéressés peuvent exercer leur recours aux tribunaux¹.

SECTION III. — DU RECOURS DES ACTIONNAIRES AUX TRIBUNAUX.

Paragraphe I. — Du recours aux tribunaux lorsque l'assemblée ne s'est pas prononcée.

Dans son dernier alinéa l'art. 37 prévoit que les actionnaires pourront recourir aux tribunaux. « A défaut par les administrateurs de réunir l'assemblée générale comme dans tous les cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux. »

Donc lorsque l'assemblée qui aurait dû être réunie en vertu de l'art. 37 ne l'aura pas été, les administrateurs n'ayant pas rempli le devoir qui leur incombait ou lorsque l'assemblée n'aura pu délibérer valablement le quorum n'ayant pas été atteint, les actionnaires pourront avoir recours aux tribunaux pour leur demander de prononcer la dissolution qu'ils n'ont pas été en mesure de prononcer eux-mêmes. A ces deux cas, non-réunion et défaut de quorum, il faut ajouter tous les cas où l'assemblée est nulle ; défaut de convocation de tous les actionnaires, à moins que ceux qui n'ont pas été convoqués ratifient la

1. Wahl, *J. Soc.*, 1906, p. 337 et s. précité.

décision¹, non publication de l'ordre du jour² ou ordre du jour ne portant pas la question de la dissolution³, etc. Cette action en justice accordée aux intéressés, c'est-à-dire aux actionnaires, à leurs représentants ou ayants cause et aussi aux créanciers personnels des associés autorisés par l'art. 1166 du C. civ. à exercer les droits et actions de leurs débiteurs⁴, est considérée comme une action individuelle et non comme une action sociale⁵.

Dans beaucoup de sociétés les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société doivent être soumises à l'assemblée générale, ne peuvent être⁴ engagées qu'en vertu de son autorisation et si elle repousse la demande aucun actionnaire ne peut la reprendre dans un intérêt particulier. Ce sont des clauses prohibitives.

1. Trib. com. Seine, 17 février 1898. *Journ. Soc.*, 1898, p. 280. — Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 906. — Houpin, t. II, n° 947. — Arthuys, t. II, n° 755.

2. Trib. com. Lyon, 31 octobre 1903. D. P. 1909. 2. 25.

3. Req. 23 février 1885. D. P. 1885. 2. 18. Trib. com. Seine, 17 mai 1885. *Journ. Soc.*, 1887, p. 753. — 24 juin 1887. *Rev. Soc.*, 1887, p. 589. — Trib. com. Lyon, 17 février 1898. *J. Soc.*, 1898, p. 280. — Arthuys, t. II, n° 578. — Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 848. — Houpin, t. II, n° 878.

4. Cass. 18 mars 1851. S. 1851. 1. 273. Paris, 21 juin 1852. S. 1852. 2. 607. — Mathieu et Bourguignat, n° 70. — Rivière, n° 251. — Bedarride, n° 163.

5. Bordeaux, 18 octobre 1897. *J. Soc.*, 1881, p. 613. — Trib. com. Seine, 12 novembre 1879. *J. du Trib. de Com.*, 1880, p. 17. — Paris, 12 mai 1885. *J. des Soc.*, 1886, p. 679. — Bordeaux, 14 octobre 1889. *Rev. Soc.*, 1890, p. 28. — Paris, 17 février 1890. *Rev. Soc.*, 1890, p. 367. — Douai, 22 novembre 1895. *J. des Soc.*, 1896, p. 309. S. 1899. 1. 481. D. P. 1898. 1. 106. — Cass. 24 janvier 1899. P. fr. Per. 1899. 1. 42. *J. des Soc.*, 1899, p. 305. — Vavas seur, t. II, n° 915. — Houpin, t. II, n° 946. — Floucaud-Pennardille, t. II, n° 897. — Note Lyon-Caen sous S. 1899. 1. 481. — Contra Toulouse, 18 janvier 1887. D. P. 1887. 2. 131.

Dans d'autres, la demande en justice doit d'abord être déferée à l'assemblée générale pour qu'elle donne son avis. Mais quel que soit l'avis donné l'actionnaire pourra intenter sa demande. L'exercice en est seulement retardé, ce sont des clauses prohibitives.

Lorsque l'une ou l'autre de ces clauses sont insérées dans les statuts l'actionnaire muni de son droit individuel sera-t-il forcé de s'y conformer avant d'intenter sa demande devant le tribunal ?

La clause prohibitive ne pourra lui être opposée¹. Si cela était, l'action en dissolution qui est une action individuelle se transformerait en action sociale. L'art. 37 confère aux actionnaires dans ce cas spécial le droit de s'adresser aux tribunaux ; c'est un droit personnel qui leur est garanti et dans un intérêt d'ordre public². Il a pour but de protéger les actionnaires et leur donner une garantie si leurs intérêts sont en périls, garantie qui ne peut être supprimée. La demande des actionnaires est basée sur la violation d'un droit dérivant de la loi et par suite ne pourrait être ni entravée ou supprimée par l'assemblée générale, en vertu de dispositions statutaires. C'est la loi qui fait du défaut de réunion préalable de l'assemblée générale ou de sa constitution irrégulière une condition de recevabilité de l'action.

Il en est de même en cas de clause restrictive, bien que

1. Paris, 6 février 1894. D. P. 1894. 2. 545. — Boisvieux, *J. des Soc.*, 1909, p. 49. Des actions judiciaires des actionnaires. — Cass. 3 janv. 1912. S. et P. 1912. 1. 489.

2. Paris, 6 février 1894 précité. — Cass. 8 mars 1889. D. P. 1890. 2. 333. — Houpin, t. II, n° 947. — Floucaud-Pennardille, t. II, n° 900. — Cass. 3 janvier 1912 précité.

cette clause laisse intact le droit de l'actionnaire et ne fait seulement que retarder la demande en justice ¹. Cette clause peut s'entendre comme une mesure d'ordre intérieur faite pour diminuer les chances de procès et pour éclairer les tribunaux sur la façon d'envisager la question de l'assemblée générale ².

Lorsqu'il s'agit de dissolution pour pertes des trois quarts, si l'actionnaire demande l'avis de l'assemblée générale ce sera pour obéir aux statuts, car quel que soit l'avis donné il intentera l'action. Mais cet avis il ne pourra le demander que lorsque l'assemblée générale qui devait statuer sur la dissolution n'aura pas été réunie ou n'aura pu l'être régulièrement. Est-ce que cette nouvelle assemblée, à laquelle pourtant tous les actionnaires n'ont pas lieu d'être convoqués, mais qui doit comprendre la moitié du capital parce que c'est aussi une assemblée extraordinaire, cette nouvelle assemblée, qui aura à prendre une décision destinée à n'avoir aucune importance puisque l'actionnaire peut malgré son avis intenter l'action en dissolution, pourra se constituer alors que l'assemblée convoquée en vertu de l'art. 37 qui doit prendre une mesure très grave ne l'aura pas été. Il est à présumer que non. Du reste, lorsque l'assemblée n'a pu donner son avis, l'art. 37 considère comme un droit pour l'actionnaire de s'adresser aux tribunaux ³. Comme l'art. 37

1. Paris, 6 février 1894, précité. — Cass. 8 mars 1889, précité.

2. En sens contraire, *J. des Soc.*, 1909, p. 49. La clause d'avis sera applicable à toute demande basée sur la violation d'un droit dérivant de la loi et auxquels celles-ci a attribué impérativement d'une façon directe ou indirecte le caractère de droit individuel (Boisvieux).

3. Note de Boistel sous Cass. 8 mars 1889, précité.

est d'ordre public, ces clauses ne peuvent être appliquées à ce cas. La question pourrait être envisagée autrement lorsqu'un actionnaire poursuit la dissolution pour pertes moindres que les trois quarts. Pourtant on ne reconnaît pas plus de force à ces clauses dans ce cas, l'art. 1871 qui motive la demande en dissolution étant aussi d'ordre public.

Donc le droit des actionnaires de demander en justice la dissolution de la société pour pertes des trois quarts ne peut être ni supprimé ni subordonné à des conditions prohibitives ou restrictives des statuts.

Cette action individuelle pourra être intentée par un ou plusieurs actionnaires, elle le sera contre les représentants de la société, ceux qui s'occupent de sa gestion, non contre les fondateurs. Les autres actionnaires ont le droit d'intervenir dans l'instance, « leur qualité d'actionnaires justifiant cette intervention, en raison de ce que leurs intérêts sont en jeu ¹ ». Ils pourront également former tierce opposition lorsque la décision sera intervenue ². Le demandeur devra faire la preuve de la non réunion, de la constitution irrégulière ou de la nullité de l'assemblée et devra justifier de la perte des trois quarts du capital ³.

Le tribunal est substitué à l'assemblée. Il n'aura pas à ordonner la convocation, il y aurait une perte de temps

1. Paris, 19 décembre 1900. D. P. 1910. 5. 54.

2. Cass. 29 avril 1898. *J. des Soc.*, 1899, p. 396.

3. Trib. com. Seine, 8 août 1884. *Rev. Soc.*, 1885, p. 41. — Paris, 6 février 1894 précis. — Paris, 24 juillet 1895. *Journ. des Soc.*, 1896, p. 23. — Houpin, t. II, n° 947.

inutile et cette convocation pourrait n'avoir aucun résultat. De plus la situation pourrait s'aggraver par suite du retard occasionné par cette mesure. Le tribunal dispose de tous les moyens d'instruction qu'il juge nécessaires : entendre les administrateurs, examiner ou faire examiner les livres, charger des experts de constater la situation de la société, de déterminer si les ressources restantes permettent de continuer l'exploitation avec chance de succès¹. Il doit tenir compte des principes de l'ordre public, de l'intérêt de la société et du désir des actionnaires. La dissolution est laissée à l'arbitrage du juge qui apprécie souverainement la légitimité et la gravité des motifs pour ordonner la dissolution². La dissolution est donc facultative et discrétionnaire et si plus des trois quarts du capital sont perdus le tribunal est libre de décider que la société peut continuer ses opérations.

A quel moment le tribunal doit-il se placer pour apprécier le bien fondé de la demande ? En règle générale le jugement rétroagit au jour de la demande et c'est au moment où l'assignation est lancée qu'il convient au tribunal de se placer pour examiner le litige qu'on lui soumet.

On a soutenu pour un cas particulier que le tribunal devait se placer au moment du jugement. Ce cas se produit lorsque postérieurement à la demande l'assemblée générale a été réunie et, écartant la dissolution de la société, a pris la décision de continuer l'entreprise malgré

1. Rivière, précité, n° 254. — Bedarride, id., n° 457.

2. Houpin, t. II, n° 946. Cass. 8 mars 1882. *Journ. des Soc.*, 1882, p. 226.

les pertes éprouvées. On dit que cette décision serait opposable au demandeur et constituerait une fin de non recevoir l'assemblée s'étant prononcée¹. Le dernier mot doit appartenir à l'assemblée. Peu importe le moment auquel elle s'est prononcée. Les administrateurs ont pu être surpris par la demande d'un actionnaire qui a pu être effrayé et, alléguant une négligence de la part des administrateurs, obtenir un jugement ordonnant des mesures d'instruction. Il serait contraire à l'esprit de la loi que la société soit dissoute par la volonté d'un seul.

Cette façon de penser est contraire à l'art. 37. L'actionnaire a intenté son action au moment où on lui reconnaît le droit de l'intenter. Elle est donc régulière et aucune fin de non recevoir ne peut être opposée à l'actionnaire. Il est donc impossible de lui refuser gain de cause pour la seule raison que, depuis, l'assemblée générale a pu se réunir et a pris la décision de continuer nonobstant la perte des trois quarts du capital social².

Mais si le tribunal ne doit pas se dessaisir, pourra-t-il faire entrer l'avis des intéressés comme un élément d'investigation dont il lui est permis de s'entourer? Devra-t-il fermer l'oreille à l'appréciation de la majorité des actionnaires?

Il pourra certainement faire état de cette volonté que les actionnaires ont manifestée³, mais cette volonté ne

1. Note de Boistel sous Paris, 6 février 1894, précité.

2. Paris, 6 février 1894, précité. — Houpin, t. II, n° 946. — Houpin. *J. des Soc.*, 1910, p. 210.

3. Idem.

pourra être d'aucun poids si le tribunal estime que les associés ont tout intérêt à ce que la société se dissolve. Le tribunal sera souvent plus à même que les actionnaires de connaître la situation véritable de la société grâce aux mesures d'instruction minutieuses qu'il aura ordonnées. La résolution de l'assemblée générale écartant la dissolution, survenant après la demande en justice, est suspecte. Cette décision a pu être prise sur les manœuvres exécutées par les administrateurs qui n'ont aucun intérêt à la dissolution et qui, étant responsables des pertes supérieures à la quotité fixée, voudront attendre le plus possible, ayant l'espoir de pouvoir relever suffisamment la société pour que leur responsabilité soit atténuée.

Si les mesures d'instruction ont révélé que la situation est devenue meilleure depuis la demande, il sera équitable que, pouvant espérer un relèvement de la société, le tribunal s'en inspirât et dans un certain sens ce ne sera pas au moment de la demande qu'il devra se placer pour examiner le bien fondé de cette demande. Dans tout procès des demandes additionnelles peuvent intervenir. Entre la demande et le jugement des modifications importantes dans l'état de la société peuvent se produire qui influenceront sur l'opinion du tribunal, mais la décision de l'assemblée générale intervenue postérieurement à la demande ne peut avoir pour effet de rendre un jugement conforme à cette décision qu'elle avait prise, elle ne peut suffire à elle seule, mais peut servir d'élément d'appréciation.

Paragraphe II. — Du recours aux tribunaux lorsque l'assemblée s'est prononcée.

L'actionnaire peut demander aux tribunaux la dissolution de la société lorsque l'assemblée générale a été ni convoquée ni réunie régulièrement, mais il ne le peut pas lorsqu'elle a été constituée conformément à la loi et qu'elle s'est prononcée nettement contre toute idée de dissolution¹. Même si l'assemblée a méconnu les intérêts sociaux l'actionnaire ne pourrait s'adresser aux tribunaux pour qu'ils apprécient les faits et jugent sans se préoccuper de la délibération. Ici l'art. 1871 n'est pas applicable, car l'art. 37 a pour but de déroger au droit commun². Pourtant Paul Pont prétend que l'action peut être intentée. « De ce que la loi, dit-il, pour donner aux associés un moyen plus facile d'arriver à la dissolution, a créé une procédure spéciale, il ne s'ensuit pas qu'elle ait entendu leur enlever le bénéfice de la règle commune et particulièrement le droit que leur confère l'art. 1871 du Code civil. Seulement il convient de remarquer que le tribunal, dans l'hypothèse, n'aura pas à statuer comme deuxième degré de juridiction : directement saisi de la demande en dissolution, il aura non à reviser la décision de l'assemblée générale, mais à apprécier le fait et à

1. Cass. 3 avril 1884. *J. des Soc.*, 1885, p. 473. — Cass. 29 janvier 1894. *Rev. des Soc.*, 1894, p. 335. D. P. 1894. 1. 313. — Trib. com. Seine, 18 novembre 1903. *J. des Soc.*, 1904, p. 333.

2. Douai, 21 décembre 1891. S. et P. 1892. 2. 317. Sur pourvoi S. et P. 1894, 1. 169. — Note de Lacour. Cass. 29 janvier 1894. D. P. 1894. 1. 313.

juger en conséquence sans se préoccuper de cette délibération¹ ».

On peut certes comprendre qu'il y ait intérêt à ce que ce recours existât. L'assemblée générale a pu être trompée et les actionnaires ont pu regretter la décision qu'ils ont prise. On doit leur laisser le moyen de réparer l'erreur qu'ils ont commise et permettre à la justice, d'exercer un moyen de contrôle et de les défendre contre les manœuvres souvent trop habiles des administrateurs².

Mais si l'on permettait aux actionnaires de recourir dans ce cas devant les tribunaux, on supprimerait pour les sociétés le droit de s'administrer elles-mêmes, droit que cet article 37 leur reconnaît particulièrement. Il y a un principe incontesté, c'est que dans tous les cas où l'assemblée se prononce, sa décision est souveraine et sans appel³.

Mais il ne peut y avoir recours à justice, lorsque la décision de continuer a été rendue par l'assemblée générale sans que des manœuvres dolosives aient été employées ou des fraudes commises. Dans le cas contraire les actionnaires pourraient demander à justice de prononcer la dissolution et la preuve ayant été rapportée, la décision de l'assemblée générale ne pourrait être opposée comme fin de non recevoir à la demande en dissolution. Dans

1. Pont, t. II, n° 1919. Rapport Desjardins sur Cass. 29 janvier 1894, précité. — Cass. 8 mars 1882. D. P. 1883. 1. 82. — Cass. 20 février 1888. D. P. 1888. 1. 424. — Cass. 21 janvier 1891. D. P. 1892. 1. 237.

2. Cass. 29 janvier 1894, précité. Note de Lacour.

3. Cass. 29 janvier 1894, précité.

tous les cas le droit des intéressés renaîtrait si, en présence de faits nouveaux susceptibles de modifier gravement la situation sociale, les administrateurs s'abstenaient de convoquer à nouveau l'assemblée sous prétexte que celle-ci se serait déjà prononcée.

CHAPITRE III

DE LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS ANONYMES EN DEHORS DE L'ART. 37.

Lorsqu'une société a déjà perdu la moitié de son capital et lorsque toute espérance de réparer cette perte doit être abandonnée, il semble qu'il est très utile et très prudent que le fonctionnement soit arrêté avant que les trois quarts soient perdus pour éviter que des sacrifices plus grands soient faits. Faudra-t-il attendre que les pertes atteignent cette quotité fixée par l'art. 37 pour que les administrateurs puissent convoquer l'assemblée générale des actionnaires afin de leur soumettre la question de la dissolution anticipée et pour que les actionnaires, à cause de la négligence des administrateurs de les réunir, puissent s'adresser à justice.

Cette question revient à décider si l'assemblée générale a le pouvoir de modifier ses statuts et si les actionnaires peuvent, pour justes motifs en vertu de l'art. 1871 du Code civil, demander directement la dissolution aux tribunaux.

Il y a un moyen très simple qui permet aux sociétés anonymes de se dissoudre lorsque moins des trois quarts du capital ne sont perdus. Les statuts, qui font la loi

entre les associés, peuvent stipuler que l'assemblée générale pourra « conformément à la loi » (art. 37) prononcer la dissolution anticipée de la société en cas de pertes du capital social atteignant une quotité inférieure à celle fixée par l'art. 37. Cet article remplacera l'art. 37, mais si les mots « conformément à la loi » ne sont pas compris dans cette clause, ce sera une assemblée constituée comme toutes les assemblées extraordinaires, qui pourra prendre cette mesure. L'article des statuts aura pour effet d'obliger les administrateurs et à leur défaut les commissaires de surveillance à convoquer l'assemblée générale pour qu'elle prenne une décision sur la dissolution de la société et de permettre aux actionnaires de s'adresser à justice si les administrateurs omettent de les convoquer.

Nous allons examiner maintenant dans le cas où les statuts ne contiennent aucune clause similaire quels pouvoirs l'assemblée générale peut avoir sur la dissolution pour cause de pertes et si l'on peut se baser sur l'art. 1871 pour porter cette question devant les tribunaux.

Paragraphe I. — Des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire sur la dissolution.

Si l'on reconnaît à l'assemblée générale le pouvoir de dissolution lorsque les statuts l'indiquent expressément, il y a de grandes controverses pour savoir si elle l'a soit lorsque les statuts sont muets sur ce sujet, soit lorsqu'ils contiennent seulement une clause conçue en termes

généraux d'après laquelle toutes les modifications utiles pourront être faites.

La loi du 16 novembre 1903 est venue donner une réponse affirmative et a permis par analogie de reconnaître aux assemblées générales ce pouvoir que beaucoup d'auteurs ne lui reconnaissaient pas. Il paraissait impossible que les assemblées générales pussent modifier de leur plein gré le pacte social et une grande partie de la doctrine et de la jurisprudence le leur refusait¹.

D'après elles on ne pouvait se baser sur l'art. 31 qui fixe seulement le quorum nécessaire pour que l'assemblée puisse délibérer valablement lorsqu'elle est réunie pour modifier les statuts, mais qui ne dit nullement qu'elle peut les modifier.

En faveur de cette solution on invoque les principes généraux. Le contrat de société ne peut être modifié sans le consentement de tous les contractants (art. 1134, C. civ.). Ce ne serait donc que l'unanimité des actionnaires qui pourrait prononcer la dissolution².

1. Paris, 1^{er} août 1868. D. 1868. 2. 65. — Paris, 19 avril 1875. D. 1875. 2. 161. — Paris, 15 mars 1891. D. 1892. 1. 114. Civ. 30 mai 1892. — Douai, 31 décembre 1891. *J. des Soc.*, 1894, p. 201. — Civ. 29 janvier 1894. *J. des Soc.*, 1894, p. 208. — Lyon-Caen et Renault, 2^e éd., t. II, n° 864. — Houpin, 3^e éd., t. II, n° 906. — Vavasseur, t. II, n° 908. — Pont, t. II, n° 1688.

2. Lyon-Caen et Renault, 3^e éd., t. II, n° 864. — Vavasseur, 5^e éd., t. I, n° 167; t. II, n° 908. — Boistel, note sous Paris, 6 février 1891. D. 1892. 2. 385. — Houpin, t. II, n° 906. — Pont, t. II, n° 1688. — Pascaud, *Rev. des Soc.*, 1895, p. 569. — Floucaud-Pennardille, t. II, n° 586. — Lyon-Caen, note sous Cass. 30 mai 1892. S. 1892. 1. 591 et 16 juillet 1901. S. 1902. 1. 257. — Labbé, note sous Cass. 27 juin 1881. S. 1882. 1. 441. — Rouen 8 août 1868. S. 1869. 2. 236. D. 1869. 2. 211. — Paris, 20 mai 1869. D. 1870. 2. 12. — Paris, 19 avril 1876. S. 1876. 2. 113. — Besançon, 29 juillet 1889. D. 1890. 2. 381. — Toulouse, 14 juin 1887. *Rev. des Soc.*, 1888, p. 40. —

Mais les sociétés par actions sont différentes des sociétés réglementées par le titre IX, livre III du Code civil. Elles sont composées d'un grand nombre d'actionnaires et il est impossible d'obtenir l'unanime adhésion des contractants. Il pourrait se faire que l'opposition de quelques personnes seulement, sur les milliers que peut comprendre la société, puisse empêcher de prendre une mesure utile et urgente comme peut l'être la dissolution. Au demeurant, c'est l'assemblée générale qui exerce l'autorité supérieure dans la société, c'est elle qui a la haute main sur les affaires de celle-ci et elle a le droit de vie et de mort sur la société. C'est par son entremise que les actionnaires peuvent manifester et faire admettre leurs désirs et leurs volontés. De plus la société est un véritable commerçant qui peut comme lui introduire les changements que celui-ci peut faire subir à sa vie commerciale et ces changements ne peuvent être opérés que par la volonté de l'assemblée générale extraordinaire délibérant à la majorité des voix¹.

Paris, 5 mai 1891. *Rev. des Soc.*, 1891, p. 433. — Paris, 30 juillet 1891. *Rev. des Soc.*, 1892, p. 72. — Paris, 15 mars 1890. D. 1893. I. 105. — Douai, 30 décembre 1891. S. et P. 1892. 2. 317. D. 1894. I. 313.

1. Naquet, *Thèse*, p. 408. Rapport Desjardins sous Douai, 30 décembre 1891. D. 1894. I. 313. — Thaller, 3^e éd., n° 390 et s. Note sous Cass. 30 mai 1892. D. 1893. I. 105. et Cass. 26 novembre 1894. D. 1895. I. 457. — Lacour. Note sous Cass. 29 janvier 1894, précité. — Mathieu et Bourguignat, n° 202. — Bedarride, II, n° 412. — Tripier, I, n° 398. — Cass. 30 mai 1892. D. 1893. I. 105. — Cass. 18 juillet 1894. S. et P. 1894. I. 409. — Cass. 29 mars 1898. D. 1899. I. 595. — Cass. 10 octobre 1899. S. et P. 1901. I. 81. (note de Wahl). — Cass. 16 juillet 1901. S. et P. 1902. I. 257. — Lyon, 23 juillet 1895. *J. des Soc.*, 1896, p. 556. — Lyon, 30 décembre 1892. *J. des Soc.*, 1894, p. 17. — Orléans, 9 janvier 1901. D. 1903. 2. 201. — Cass. 17 juin 1900. S. et P. 1901. I. 457. — Cass. 29 octobre

Une troisième opinion permet à l'assemblée extraordinaire de l'art. 31 de modifier les statuts lorsqu'il s'agit de modifications secondaires et exige l'unanimité lorsqu'il s'agit de modifications capables de porter atteinte aux bases essentielles de la société¹.

La dissolution anticipée rentre-t-elle dans cette dernière catégorie. Cette question est actuellement résolue par la jurisprudence récente et la doctrine. On considère la dissolution comme ne portant pas atteinte aux bases essentielles de la société².

La loi du 16 novembre 1903 a tranché tous les doutes qui pouvaient exister sur les pouvoirs de l'assemblée générale de modifier les statuts et par conséquent de dissoudre la société. Le § 2 de cette loi dispose que « toute société par action peut par délibération de l'assemblée générale constituée dans les conditions prévues par l'art. 31 de la loi du 24 juillet 1867 créer des actions de priorité... ».

Les dispositions de cette loi ont été interprétées large-

1902. S. 1905. 1. 89. — Paris, 30 novembre 1899. S. et P. 1903. 2. 213. Cass. 9 février 1903. S. et P. 1904. 1. 329.

1. Cass. 30 mai 1892. *J. Soc.*, 1892, p. 405. — Cass. 29 janvier 1894, précité. — Cass. 14 mai 1895. *J. Soc.*, 1895, p. 312. — Cass. 18 octobre 1899. D. 1899. 1. 567. — Cass. 20 octobre 1902. *J. Soc.*, 1904, p. 391. — Cass. 9 février 1903. *J. Soc.*, 1906, p. 200. — Com. Seine. 22 juillet 1909. *J. Soc.*, 1910, p. 90. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 866. — Houpin, II, n° 907. — Floucaud-Pennardille, II, n° 588.

2. Cass. 9 mars 1903. *J. Soc.*, 1903, p. 494. — Orléans, 9 janvier 1901. *J. Soc.*, 1901, p. 356. — Wahl, *J. Soc.*, 1900, p. 349. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 567³. — Rapport sur la loi du 1^{er} août 1893. « L'art. 31 est aujourd'hui interprété par la jurisprudence de la Cour de cassation dans le sens le plus large. L'assemblée générale est souveraine à la condition de ne pas changer l'objet de la Société. »

ment, on a été ainsi amené à penser que puisque l'assemblée de l'art. 31 pouvait décider la création d'actions de priorité elle pouvait apporter des modifications moins graves. On a donné une interprétation extensive à cette loi et tous les auteurs ont ainsi reconnu à l'assemblée générale extraordinaire de l'art. 31 le pouvoir de modifier les statuts sans qu'il fût besoin de dispositions exceptionnelles dans les statuts¹.

Ainsi donc on reconnaît actuellement aux assemblées extraordinaires constituées suivant l'art. 31, représentant la moitié au moins du capital social, de dissoudre la société et cette dissolution pourra être prononcée pour pertes du capital social. Au reste, si l'art. 37 impose la réunion de l'assemblée générale extraordinaire pour qu'elle décide s'il y a ou non lieu de dissoudre la société parce que les pertes atteignent les trois quarts du capital social, ne semble-t-il pas par là même indiquer qu'en cas de pertes moindres la question de la dissolution soit posée à l'assemblée générale². Il est inadmissible de prétendre que la faculté de se réunir pour statuer sur la dissolution tant que la perte n'aura pas atteint la quotité fixée par la loi ou les statuts soit refusée à l'assemblée³. Même si les principes ne pouvaient le permettre, l'intérêt

1. Lyon-Caen et Renault, 4^e éd., II, nos 865-867³. — Houpin, 4^e éd., II, n° 906. — Bourcart, p. 270. — Perceron, *J. Soc.*, 1907, p. 5 et s., p. 49 et s., p. 97 et s.

2. Appleton, n° 54.

3. En sens contraire. Douai, 22 novembre 1895. Cass. 29 octobre 1897. D. 1898. I. 106. S. et P. 1899. I. 481. — Com. Lyon, 27 décembre 1907. *J. Soc.*, 1909, p. 79. — Paris, 30 juillet 1891. *J. Soc.* 1892, p. 107. — Trib. Seine. 27 avril 1901. *J. Soc.*, 1901, p. 312.

qui existe à ce que cette question soit étudiée et la volonté de l'assemblée générale par qui se manifestent tous les désirs des associés, permettraient de les faire fléchir.

Paragraphe II. — Application de l'art. 1871 du Code civil aux sociétés anonymes.

Les auteurs et la jurisprudence admettent que les associés d'une société anonyme peuvent s'adresser à justice pour poursuivre la dissolution anticipée lorsqu'il y a de justes motifs en vertu de l'art. 1871 du C. civil¹.

En est-il de même lorsqu'il s'agit de dissolution pour cause de pertes du capital social. L'art. 37 semble ne permettre aux actionnaires de recourir au tribunal que dans ce seul cas et sous certaines restrictions et d'après certains auteurs cet art. 37 déroge au droit commun². Si l'on admet le recours en cas de perte des trois quarts, c'est qu'il est reconnu qu'il n'existe pas en dehors de ce cas, et l'art. 37 range la question de la dissolution pour perte des trois quarts du capital social dans les questions

1. Bordeaux, 15 octobre 1877. *J. Soc.*, 1881, p. 613. — Com. Seine. 12 novembre 1879. *J. trib. com.*, 1880, p. 17. — Paris, 17 mai 1885. *J. Soc.*, 1886, p. 179. — Bordeaux, 14 août 1889. *R. Soc.*, 1890, p. 28. — Paris. 17 février 1890. *R. Soc.*, 1890, p. 367. — Douai, 22 novembre 1895. *J. Soc.*, 1896, p. 309. S. 1899. I. 481. D. P. 1898. I. 106. — Cass. 24 janvier 1899. P. fr. per. 1900. I. 42. *J. Soc.*, 1899, p. 305. — Vavasseur, II, n° 915. — Houpin, II, n° 946. — Floucaud-Pennardille, II, n° 897. — Note Lyon-Caen sous S. 1899. I. 481, précité. — Cass. 9 mars 1903. *Gaz. trib.*, 18 juillet 1903.

2. Douai, 20 décembre 1891. S. et P. 1892. 2. 317 sur pourvoi S. et P. 1894. I. 169. — Note Lacour sous Cass. 29 janvier 1894. D. P. 1894. I. 313 précité. — Contra Pont, II, n° 1919.

d'administration auxquelles seulement l'assemblée extraordinaire puisse donner une solution. Dans ce cas le recours aux tribunaux n'est qu'un moyen subsidiaire.

Mais justement est-ce que, par le fait que la loi reconnaît seulement le recours aux tribunaux pour perte des trois quarts, la loi a voulu empêcher, en dehors de l'art. 37, tout recours? Il semble que la loi tient à ce que la question soit librement débattue par tous les associés réunis en assemblée générale. A partir d'une certaine quotité de pertes elle a cru bon de remplacer la latitude qu'elle laissait à l'assemblée générale de statuer sur la dissolution par une obligation. Lorsque les pertes atteignent les trois quarts, elle force les administrateurs à réunir les actionnaires, elle force donc ces derniers à examiner la question et tient à leur faire comprendre que la situation de leur société est très critique, qu'il est urgent pour eux de prendre toutes décisions utiles et nécessaires dont la meilleure à son avis est la dissolution.

Mais si la loi préfère que ce soit l'assemblée générale des actionnaires qui décide elle-même sur l'opportunité de continuer ou de ne pas continuer l'exploitation de l'entreprise, elle comprend que dans certains cas il sera de l'intérêt des associés de pouvoir recourir aux tribunaux lorsque l'assemblée générale ne s'est pas prononcée faute de quorum ou faute de réunion. La seule dérogation qui soit apportée par l'art. 37 à l'art. 1871 est cette préférence pour l'assemblée générale qui, autant que possible, doit se prononcer la première.

Il en est de même pour la dissolution en dehors de

l'art. 37. On reconnaît que l'assemblée générale a le pouvoir de prononcer la dissolution pour pertes quelconques. Si elle ne le fait pas quand elle devrait le faire, elle permet que l'on ait recours aux tribunaux.

Ce ne sera pas en tout état de causes que l'actionnaire pourra se baser sur les justes motifs de perte pour à bon droit demander la dissolution à la justice en vertu de l'art. 1871, mais seulement lorsque l'assemblée générale n'aura pas eu à prendre une décision sur cette question et cela quelles que soient les pertes subies.

A l'heure actuelle la jurisprudence admet très facilement la dissolution pour pertes du capital social, même pour pertes faibles (on a vu une société dissoute parce que les appointements touchés par les administrateurs étaient trop élevés). Du reste un principe de procédure dit « pas d'intérêt pas d'action ». Personne ne peut mettre en doute l'intérêt que peuvent avoir les actionnaires à ce que la société se dissolve lorsqu'elle est en perte, que la perte menace de s'élever et qu'elle est impossible à réparer. Ils doivent donc avoir une action, l'action que leur donne l'art. 1871 du Code civil. Ils peuvent s'adresser directement aux tribunaux pour que ceux-ci donnent leur appréciation souveraine sur la dissolution, mais seulement si l'assemblée générale n'a pas été réunie et n'a pas pris une décision.

CHAPITRE IV

DE LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

D'après l'art. 44 de la loi de 1867 « Les administrateurs sont responsables conformément aux règles du droit commun individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion ».

Deux faits générateurs différents, une mauvaise gestion et une infraction aux lois à laquelle on assimile l'infraction aux statuts, motivent donc la poursuite en responsabilité contre les administrateurs. En vertu de ces principes, lorsque le capital social d'une société subit des pertes, la responsabilité des administrateurs sera engagée lorsqu'ils auront omis de réunir l'assemblée générale des actionnaires à une époque où ils auraient dû la réunir, soit parce qu'ils y étaient obligés par un article des statuts ou par l'art. 37 de la loi de 1867, soit aussi parce que la convocation de l'assemblée aurait été une mesure utile et prévoyante.

Les administrateurs sont des mandataires de la société qui les a délégués pour assurer le fonctionnement normal de l'entreprise. Ils doivent apporter à l'exécution de leur

mandat tous les soins d'un bon père de famille. « Le caractère public de leurs fonctions, la situation spéciale dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis de l'actionnaire et les obligations particulières et indépendantes de tout contrat qui leur sont imposées étendent le champ de la responsabilité qu'ils peuvent encourir¹. » S'ils se rendent coupables d'un dol, d'une fraude ou même d'une simple négligence, contrevenant aux règles tirées du mandat (art. 1992, C. civ.), du contrat de société (art. 1850) et aux principes de l'art. 1382 du C. civ., ils seront responsables du préjudice que leur faute aura causé soit à la société, soit aux associés².

A juste titre il entre dans leurs obligations de prévenir les associés de tout ce qui pourra entraver la bonne marche des affaires de la société et lorsque celle-ci aura subi des pertes ils devront convoquer les actionnaires pour que ceux-ci cherchent à remédier à cette mauvaise situation et statuent sur l'utilité d'une dissolution anticipée. La prolongation de la société en causant de nouvelles pertes aux actionnaires leur a porté préjudice, préjudice qui a son point de départ dans la non-réunion de l'assemblée générale. Les administrateurs ont commis

1. Note de Labbé sous Cass. 3 décembre 1883. S. 1885. 1. 97.

2. Paris, 22 avril 1870. S. 1871. 2. 169. — Paris, 20 février 1875. D. 1877. 2. 54. — Grenoble, 6 juillet 1875. S. 1876. 2. 103. — Cass. 20 février 1877. S. 1877. 1. 445. — Cass. 18 mai 1887. D. 1887. 1. 400. — Cass. 31 octobre 1887. D. 1888. 5. 453. — Seine, 10 mai 1889. *J. Soc.*, 1889, p. 523. — Cass. 17 février 1890. D. 1890. 1. 241. — Cass. 3 mai 1892. D. 1892. 1. 568. — Cass. 18 juillet 1894. *R. Soc.*, 1894, p. 476. — Cass. 1^{er} juil. 1897. D. P. 1898. 1. 569. — Rouen, 13 janv. 1904. *Rec. arr. Rouen*, 1904, p. 38. — Cass. 6 juin 1904. *J. Soc.*, 1905, p. 251. — Pont, II, n° 1708. — Houpin, II, n° 825. — Vavasseur, n° 855. — Goiraud, II, n° 576.

une faute de gestion dont ils doivent réparation, faute qui a entraîné une diminution de l'actif social¹.

Les fautes des administrateurs peuvent donner lieu à deux actions distinctes. Ceux-ci se sont engagés au bon accomplissement de leurs fonctions à la fois envers la société et envers chacun de ses membres; le manquement à cette obligation peut donner naissance à une action sociale et à une action individuelle². Individuellement chaque actionnaire pourrait se plaindre que l'assemblée n'a pas été convoquée et que la faute des administrateurs a causé une dépréciation à la valeur de ses actions, mais pour qu'il pût exercer l'action individuelle en responsabilité, il faudrait qu'il pût avoir éprouvé un préjudice personnel et distinct de celui de la société et qui n'en soit pas la conséquence³. La perte subie par l'actionnaire est bien la conséquence directe des pertes du capital social. L'acte reproché aux administrateurs a eu une répercussion sur la valeur de toutes les actions et intéresse la masse des actionnaires. C'est donc à la collectivité qu'appartient l'action en responsabilité, l'action directe du mandat, action essentiellement sociale⁴.

1. Cass. 17 juillet 1888. *J. Soc.*, 1890, p. 237. — Cass. 3 avril 1912. *J. Soc.*, 1913, p. 52. *R. Soc.* 1913, p. 7.

2. Cass. 18 mars 1891. P. fr. p. 1891. 1. 350. — Cass. 20 juil. 1898. P. fr. p. 1899. 1. 123. — Seine, 15 janv. 1906. P. fr. p. 1906. 2. 90. — Cass. 30 mars 1909. *R. Soc.*, 1910, p. 6. — Note Decugis sous Cass. 3 avril 1912. *J. Soc.*, 1913, p. 452. — Nancy, 3 août 1907. P. fr. p. 1907. 2. 348.

3. Cass. 18 mars 1891. — Cass. 20 juil. 1898. — Seine, 15 janv. 1906. — Note Decugis sous Cass. 3 avril 1912, précités. — Cass. 16 févr. 1909. *Rev. Soc.*, 1909, p. 189.

4. Cass. 3 déc. 1883. S. 1885. 1. 97. — Cass. 30 déc. 1901. P. fr. p. 1903.

Mais lorsque cette action sociale n'aura pas été intentée par le représentant légal de la société ou qu'elle n'aura pas été épuisée ni éteinte par le quitus voté par l'assemblée générale ou que celle-ci n'y aura pas renoncé directement ou indirectement (son pouvoir étant absolu à cet égard)¹, un actionnaire individuellement pourra poursuivre les administrateurs en réparation du préjudice causé à la société. Il exercera ainsi *ut singuli* l'action sociale de mandat. Pourtant il ne pourra conclure au nom de la société, mais seulement en son nom propre et dans la mesure de son intérêt personnel et ne pourra réclamer des dommages-intérêts qu'à ce titre².

D'après un arrêt récent du 3 avril 1912 l'action que pourront intenter les actionnaires en cas de perte du capital et de non-convocation est une action individuelle. Mais ici outre que la faute des administrateurs consistait en une violation aux statuts, l'action qui s'en réclamait intervenait après la dissolution de la société. Cette arrêt

1. 30. — Cass. 18 mars 1891. — Cass. 20 juil. 1898. — Cass. 30 mars 1909. — Seine, 15 janv. 1906 précités. — Saint-Pierre et Miquelon, 16 nov. 1903. *J. Soc.*, 1906, p. 21. — Nancy, 3 août 1907. *J. Soc.*, 1908, p. 396. P. fr. p. 1907. 2. 348. — Cass. 16 févr. 1909. *R. Soc.*, 1909, p. 189 et note Decugis. — Amiens, 5 févr. 1910, *J. Soc.*, 1911, p. 213. — Houpin, I, n° 761.

1. Paris, 22 avril 1870. — Paris, 20 févr. 1875. — Grenoble, 6 juil. 1875. — Seine, 10 mai 1889 précités. — Cass. 21 juin 1881. S. 1885. I. 107. — Seine, 22 déc. 1882. *R. Soc.*, 1883, p. 181. — Cass. 13 févr. 1885. S. 1885. 1. 337. — Rouen, 16 avril 1889. *R. Soc.*, 1890, p. 30. — Seine, 10 mai 1899, préc. — Cass. 3 mai 1893. D. 1893. I. 440. — Cass. 31 juil. 1895. D. 1896. I. 260. — Cass. 6 août 1894. D. 1895. I. 114. — Cass. 30 mars 1909, préc. — Houpin, I, n° 825. — Pont, n° 1702.

2. Cass. 3 mai 1893. — 6 août 1894. — 31 juil. 1895. — 30 mars 1909, précités.

semble donner comme criterium que l'action individuelle peut être exercée toutes les fois qu'il ne s'agit que d'indemniser les actionnaires de la dépréciation que la faute lourde ou la négligence des administrateurs ont causé aux actions et non de reconstituer le capital social. S'il en était ainsi toutes les fautes de gestion donneraient naissance à l'action individuelle car tout préjudice subi par la société amène la dépréciation des actions de la société, ce qui est inadmissible. Seul un préjudice différent de celui causé à la société permettrait aux actionnaires d'intenter l'action individuelle, nonobstant le quitus donné par l'assemblée générale. Le fait de n'avoir pu défendre leurs intérêts en assemblée générale a eu deux résultats dont l'un est la conséquence de l'autre : la valeur des actions a diminué parce que le capital a diminué. Le préjudice individuel n'étant pas nettement différent du préjudice social l'action ne peut être que sociale¹.

Si l'on envisage la faute encourue par les administrateurs lorsqu'ils ne convoquent pas l'assemblée générale comme le leur ordonnait soit un article des statuts soit l'art. 37 de la loi de 1867, on pourra dire alors que chaque actionnaire se trouvera lésé². Ces prescriptions ont pour but de protéger les actionnaires et leur violation engage la responsabilité des administrateurs. Le fait générateur de l'action constitue à la fois une faute contractuelle au

1. Cass. 3 avril 1912. *J. Soc.*, 1913, p. 52, note Decugis.

2. Bruxelles, 5 avril 1905. *Jurispr.*, Anvers, 1905. 2. 133. — Grenoble, 6 juil. 1875 pr. — Lyon, 19 févr. 1874. *Rec. arrêt Lyon*, 1874, p. 158. — Cass. 21 janv. 1891 préc. — Cass. 1^{er} juil. 1897. — Paris, 29 novembre 1906. *J. trib. com.*, 1907, p. 491. — Note Lyon-Caen sous Cass. 3 janv. 1912. S. 1912. 1. 489. — Seine, 28 juil. 1887. *R. Soc.*, 1887, p. 591.

regard de la société et un quasi-délit au regard de chacun des associés pris individuellement¹. Chaque associé pourra intenter une action individuelle *ex delicto* basé sur l'art. 1382 du Code civil. L'actionnaire puise en effet dans la société le droit de faire respecter par le conseil d'administration les prescriptions des statuts. Il a un droit propre à obtenir des dommages-intérêts lorsque les statuts ou la loi ne sont pas respectés.

Il a bien dans ce cas une action individuelle qui pourra être exercée concurremment à l'action sociale ; le quitus ou les décharges de l'assemblée sont opposables à l'action sociale, ils ne peuvent l'être à l'action individuelle et celle-ci pourra être exercée même si l'assemblée renonce à l'action sociale². Mais de toutes façons la responsabilité des administrateurs ne pourra être encourue que lorsque les pertes auront atteint le chiffre devant motiver la dissolution³. Mais d'autre part, les administrateurs poursuivis pourront invoquer comme excuse leur bonne foi ou leur inexpérience et ils seront responsables en dehors de tout dol et de toute fraude⁴.

Cette responsabilité des administrateurs est individuelle ou solidaire. En règle générale la responsabilité sera individuelle et appliquée à chacun des administra-

1. Cass. 7 mai 1872. S. 1872. I. 123. D. P. 1872. I. 233. — Cass. 18 mai 1885. *Rev. Soc.*, 1885, p. 463. — Cass. 17 août 1893. D. P. 1894. I. 465. — Nancy, 3 août 1907, préc.

2. Nancy, 10 mars 1900. *Le Droit*, 15 mai 1900. — Com. Seine, 16 juil. 1888. *Rev. Soc.*, 1889, p. 27.

3. Rouen, 16 avril 1889, préc. — Cass. 21 janv. 1891, préc.

4. Cass. 13 avril 1886. *La loi*, 1886, p. 357. — Rouen, 16 avril 1889, préc. — Cass. 18 mai 1887, préc. — Houpin, n° 821.

teurs en raison de ses propres fautes. C'est le conseil d'administration qui décide s'il y a lieu ou non de réunir l'assemblée générale et qui prend cette décision à la majorité. La décision prise lie tous les administrateurs et ils en sont tous responsables¹. Pourtant les tribunaux décident que les membres du conseil d'administration qui sont restés étrangers aux fautes engageant la responsabilité du conseil peuvent être affranchis de cette responsabilité si la faute ne peut leur être imputée². Si un administrateur peut prouver que par suite d'absence il n'a pu prendre part à la délibération ou qu'il a voté contre la décision entraînant la responsabilité³, il peut en être exonéré.

Cette responsabilité peut être étendue. Les administrateurs ont pu par leur négligence mettre les actionnaires dans l'impossibilité de remédier à la mauvaise situation de la société. Ils ont empêché la société de se dissoudre soit à un moment utile, soit au moment prévu, et ils doivent supporter toutes les pertes qui ont été la conséquence de la prolongation de la société⁴. Ils sont responsables de tout le dommage causé aux associés. Le supplément de pertes que ceux-ci ont supporté se trouve bien être l'exacte valeur de ce dommage. En entrant dans la

1. Seine, 3 mai 1886. *Gaz. Pal.*, 1886. 2. 897. — Com. Toulouse, 16 déc. 1887. *R. Soc.*, 1887, p. 69. — Cass. 28 juin 1894. *J. Soc.*, 1894, p. 456. — Paris, 18 juil. 1895. *D. P.* 1896. 2. 78. — Cass. 5 mai 1896. *S.* 1896. 1. 34. — Com. Nantes, 11 déc. 1897. *R. Soc.*, 1898, p. 273.

2. Paris, 16 août 1870. *S.* 1871. 2. 169.

3. Paris, 1^{er} août 1883. *J. Soc.*, 1883, p. 735.

4. Augers, 10 mars 1875. *S.* 1876. 1. 409. — Cass. 8 mars 1876. *D.* 1876. 2. 14. — Paris, 5 juil. 1876. *S.* 1877. 2. 263.

société ils pensaient tout au plus limiter leurs pertes à une certaine quotité, celle fixée par la loi (art. 37) ou par les statuts. La négligence des administrateurs en reculant l'époque fixée pour la dissolution leur a fait éprouver des pertes supérieures et la différence doit leur être rendue par ceux qui en sont responsables.

De plus même si les administrateurs les avaient réunis à temps, ils pourraient dans la même mesure être responsables si la dissolution ne pouvait être valablement prononcée par l'assemblée parce qu'elle était irrégulière par leur propre faute¹, si aussi ils la faisaient rejeter au moyen d'un bilan faux déniait les pertes.

Cette responsabilité des administrateurs est donc très importante ; elle est une contre-partie aux pouvoirs presque souverains qu'ils ont sur la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur la dissolution de la société. Elle peut les inciter à exécuter leurs obligations comme et quand ils le doivent.

1. Bordeaux, 26 mai 1886. *J. Soc.* 1887, p. 148. — Cass. 24 oct. 1892. D. P. 1892. 1. 600. — Com. Seine, 8 janv. 1886. *J. Soc.*, 1886, p. 778.

APPENDICE I

DES DROITS DES PORTEURS DE PARTS DE FONDATEUR SUR LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.

Lorsqu'une société par actions se dissout les porteurs de parts sont lésés par cette mesure. Leur titre délivré gratuitement ou en échange de services leur permet de recevoir une quote-part des bénéfices¹ pendant le temps que doit durer la société, temps fixé par les statuts. Moyennant l'engagement des actionnaires de leur donner une part des bénéfices pendant toute la durée de la société, ils ont pris eux aussi un engagement, celui de laisser la société vivre et agir à sa guise pourvu qu'on ne détruise ni ne diminue leurs droits² Par suite de la dissolution leurs droits sont bien diminués, puisqu'ils perdent les bénéfices sur lesquels ils pouvaient compter pendant une période plus ou moins longue et comme ils n'ont droit qu'à cela, la société en se dissolvant leur fera tout perdre.

Ayant grand intérêt à ce que la société ne se dissolve pas, peuvent-ils donner leur opinion et la défendre en prenant part à l'assemblée générale ?

En principe le contrat qui les lie à la société ne peut être modifié sans leur consentement et il semble qu'ils pourront défendre leurs intérêts menacés devant l'assemblée générale qui, en même

1. Houpin, I, n° 360. — Wahl, Des parts de fondateur. *J. Soc.*, 1897, p. 240.

2. Note Chavegrin sous Cass. 29 février 1888. S. 1889. I. 417.

temps qu'elle prononcera la dissolution, enlèvera par là même les droits et avantages que la société aura concédés aux porteurs de parts. Mais il est à présumer que, ayant tout à gagner à ce que la société continue son exploitation (ils n'auront rien à perdre tout au moins), ils soient opposés à la dissolution.

Les auteurs et la jurisprudence leur refusent le droit de prendre part à l'assemblée générale¹. La loi n'admet à l'assemblée que ceux qui par leurs apports ont constitué le capital social, ceux qui ont créé la société. Les porteurs de parts qui n'ont rien versé, doivent en être exclus. De plus les assemblées ne sont régulièrement constituées qu'à la condition d'atteindre un certain quorum représentant une certaine quotité du capital social. Les porteurs de parts ne représentant aucune portion du capital social ne doivent pas pouvoir en faire partie. Et encore la majorité à obtenir dans les assemblées se calcule sur le nombre des actionnaires et sur le montant nominal des actions. Les parts de fondateur n'ont pas de valeur nominale.

D'autre part les porteurs de parts ne peuvent s'immiscer dans la gestion des affaires sociales. La loi laisse le soin et la responsabilité de la gestion aux actionnaires ; elle ne permet pas de faire dépendre la direction sociale de la volonté des porteurs de parts, personnes étrangères à la société : ce sont seulement des créanciers de la société qui n'ont aucun droit sur son administration².

Les statuts ne pourraient même pas leur permettre d'assister à

1. Paris, 14 janvier 1895. *J. Soc.*, 1895, p. 77. — Paris, 16 juillet 1896. *J. Soc.*, 1896, p. 414. S. et P. 1898. 2. 89. (note Wahl). — Rousseau, Questions nouvelles sur les Sociétés, p. 160. — Houpin, I, 371 et *J. Soc.*, 1895, p. 39. — Lyon-Caen et Renault, II, n° 560^{bis}. — Bousquet, *J. Soc.*, 1885, p. 753. — Wahl, Des titres au porteur, n° 292. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 145. — Deloison, Sociétés commerciales, n° 445. — Lecouturier, Les parts de fondateur, n° 344.

2. Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 145 et s. et note sous Paris. 16 juillet 1896, précité. — Wahl, Des titres au porteur, n° 292. — Deloison, n° 445. — Thaller, n° 639. — Rousseau, n° 159. — Houpin, I, n° 371. — Genevois, p. 162, 172. — Projet de loi du 4 juillet 1903 précité. — Paris, 13 janvier 1888. D. 1888. 2. 73.

l'assemblée. Toute clause les autorisant serait nulle¹. Pourtant certains auteurs s'accordent à dire qu'on pourrait leur accorder voix délibérative. Le projet de loi déposé le 4 juillet 1903 refuse totalement dans son art. 19 aux porteurs de parts le droit d'avoir voix délibérative dans les assemblées d'actionnaires². Il permet aux statuts d'autoriser leur simple présence. On admet qu'ils peuvent leur accorder voix consultative, les porteurs de parts pouvant donner des conseils aux administrateurs peuvent en donner devant les actionnaires assemblés³.

Les porteurs de parts ne pourront donc pas prendre part au vote qui interviendra sur la dissolution pour cause de perte du capital social. Le droit pour les actionnaires de dissoudre leur société est un droit absolu et le lien contractuel qui unit les actionnaires et les porteurs de parts ne peut empêcher l'assemblée de voter la dissolution⁴.

La dissolution leur est opposable et les porteurs ne pourraient demander la nullité de la délibération de l'assemblée ayant prononcé la dissolution, car une société ne peut être condamnée à prolonger son existence quoi qu'il advienne, pendant le temps prévu aux statuts⁵. Mais pour que cette dissolution leur soit opposable il faut qu'elle ait été prononcée sans fraude, que l'assemblée ait pu valablement dans la plénitude de ses droits prendre une telle délibération ou que la dissolution ait été obtenue pour justes motifs, cas réalisés lorsqu'en vertu de l'art. 37 de la loi de 1867,

1. Paris, 14 janvier 1895. S. et P. 1895. 2. 180. — Seine, 5 novembre 1894, motifs S. 1895. 2. 85. — Paris, 16 juillet 1896 et note précitée. — Lecouturier, n° 333. — Lyon-Caen et Renault, II, n°s 560^{bis} et 844.

2. *Journal officiel* (Annexe Chambre), p. 2154.

3. Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 145. — En sens contraire. Lecouturier, n° 347. « Le vote et l'avis étant indissolubles tous deux empiètent sur les fonctions essentielles des actionnaires constituent une ingérence dans les affaires sociales. »

4. Trib. com. Marseille, 4 août 1905. *J. jurisp.* Marseille, 1906. 1. 5.

5. Cass. 24 mars 1903. S. 1906. 1. 129 et note Wahl. D. P. 1904. 1. 481. — Paris, 14 janvier 1886. *J. Soc.*, 1886, p. 506. — Cass. 29 février 1888. S. 1888. 1. 419. — Cass. 9 mars 1903. S. 1906. 1. 17 et note de Wahl. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 242, n° 24.

de l'art. 1871. C. civ., d'une clause spéciale des statuts et aussi en vertu des pouvoirs généraux de modifier les statuts accordés aux assemblées extraordinaires, la dissolution a été obtenue pour cause de pertes du capital social¹.

Si l'on permettait aux porteurs de parts de faire prononcer la nullité d'une délibération qui a dissous la société, cela équivaldrait à un contrôle sur la gestion de la société, contrôle qui leur permettrait de critiquer les délibérations prises par les actionnaires dans la plénitude de leurs droits et rendus indispensables par la situation.

Mais si les porteurs de parts ne peuvent demander la nullité des délibérations contraires à leurs intérêts, ils peuvent demander à la société des dommages-intérêts en vertu de l'art. 1382 du Code civil lorsque la mesure prise leur a causé un préjudice.

L'assemblée des actionnaires ne peut réduire directement ou indirectement les avantages que la société a consentis aux porteurs de parts par le pacte social et lorsqu'elle prononce la dissolution anticipée, elle leur porte une grave atteinte en les privant des bénéfices auxquels ils ont droit et ils sont fondés à obtenir des dommages-intérêts². Pourtant en dissolvant leur société, les action-

1. Com. Seine, 29 mai 1889. *J. Soc.*, 1899, p. 459. — Houpin, I, nos 395 et 402. — Paris, 14 janvier 1886, préc. — Cass. 29 février 1888, préc. — Cass. 9 mars 1903 et 24 mars 1903, préc. — Quelques décisions admettent que la nullité peut être prononcée si la dissolution est prononcée dans des cas non prévus aux statuts. Cass. 4 juillet 1893. S. 1893. 1. 373. — Seine, 10 mars 1890. *R. Soc.*, 1890, p. 163.

2. Paris, 14 janvier 1886, précité. — Cass. 29 février 1888. P. fr. p. 1889. 1. 224. *R. Soc.*, 1888, p. 207. *J. Soc.*, 1889. 5. — Cass. 4 juillet 1893. P. fr. p. 1895. 1. 46. *J. Soc.*, 1893, p. 496. S. 1893. 1. 373. — Com. Seine, 10 mars 1890. *R. Soc.*, 1890, p. 163. — Com. Seine, 24 septembre 1894. *R. Soc.*, 1895, p. 40. *J. Soc.*, 1895, p. 38. S. 1895. 2. 22. — Paris, 20 juillet 1897. *J. Soc.*, 1899, p. 156. — Com. Seine, 29 mai 1899. *J. Soc.*, 1899, p. 459. D. P. 1902. 2. 1 et note Perceron. — Com. Saint-Etienne, 28 juillet 1904. *Dr. fin.*, 1905, p. 408. — Com. Marseille, 4 août 1905, préc. — Rousseau, *Droit fin.*, 1895, p. 512 et *Manuel pratique des Soc. par actions*, n° 147. — Thaller, *Rev. crit.*, 1881, p. 553 et 887, p. 219. *Ann. de dr. com.*, 1889, p. 225. — Bousquet, *J. Soc.*, 1885, p. 753. — Houpin, *J. Soc.*, 1895, p. 39. *Traité*, I, n° 395. —

naires exercent un droit souverain, absolu qu'ils tiennent des statuts et de la loi. Mais à cause de la création de parts de fondateurs, ce pouvoir est en partie limité, car les actionnaires doivent renoncer à tout ce qui porterait atteinte aux avantages des porteurs de parts. Ces derniers ont admis que la dissolution pourrait être prononcée lorsque l'état de la société ne serait pas prospère ou lorsqu'elle serait basée sur des motifs légitimes, mais ils n'ont pas entendu autoriser toute dissolution en dehors d'une nécessité reconnue. Lorsque la dissolution a été prononcée sans nécessité, les actionnaires ont fait abus de leur droit; cet abus lèse les intérêts et les droits des porteurs et la faute commise engage la responsabilité de la société qui se résoudra en dommages-intérêts en leur faveur¹.

Mais pour que cette action soit fondée, il faut que la dissolution ait causé un préjudice aux porteurs de parts, que la dissolution ait eu lieu sans motifs légitimes et d'une façon tout à fait arbitraire, que la nécessité de la dissolution ne se fasse pas sentir, la situation de la société étant prospère². Même dans ce cas, si une clause des statuts admettait que l'assemblée générale pouvait prendre des délibérations sans se préoccuper des porteurs de parts, ces derniers n'auraient aucune action³; elle n'existerait que si la dissolution n'avait pour but que de les frauder⁴.

Genevois, n° 179. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 242, n° 25. — Cass. 9 mars 1903 et note Wahl, préc. — On a contesté que la dissolution anticipée de la Société puisse causer un préjudice aux porteurs de parts car rien ne prouve que ceux-ci auraient touché un dividende si la Société eût été prolongée. Il n'y a pas de préjudice déterminé précis. Objection écartée par la jurisprudence car le droit du porteur de part a une valeur certaine. Lecouturier, n° 311. — Paris, 13 juin 1891. *J. Pal.*, 1893. 1. 373. — Cass. 20 juillet 1897, précité.

1. Cass. 29 juin 1899. *J. Soc.*, 1899, p. 535. — Cass. 4 juillet 1893, préc. — Lyon, 14 mai 1901. *J. Soc.*, 1902, p. 29. — Paris, 18 juillet 1901. *J. Soc.*, 1901, p. 152. — Lecouturier, nos 186, 188.

2. Cass. 4 juillet 1893 et note de Wahl, préc. — Cass. 9 mars 1903, note de Wahl, préc. — Lecouturier, n° 182.

3. Wahl, Des parts de fondateur, n° 24. *J. Soc.*, 1897, p. 246, n° 25. — Houpin, I, n° 402. — Com. Seine, 2 mars 1885. *R. Soc.*, 1885, p. 354.

4. Houpin, I, n° 402.

Si les porteurs de parts ne subissent aucun préjudice, ils n'ont aucun intérêt à intenter l'action en dommages-intérêts. Peut-on dire qu'ils en subissent un lorsque la dissolution a été prononcée pour cause de pertes ? C'est aux tribunaux, qu'il appartient d'examiner si la dissolution a été légitimement exercée ou s'il y a eu abus, et ils ont un pouvoir souverain pour mesurer la gravité des circonstances propres à justifier la décision¹. Or, la jurisprudence reconnaît que l'action en dommages-intérêts des porteurs de parts n'est pas fondée lorsque la société est dans l'impossibilité de fonctionner et que la prolongation n'aurait procuré aucun bénéfice². La situation précaire où elle se trouve par suite de la perte d'une grande partie de son capital rend la dissolution légitime, et nécessaire dans son intérêt. La société ne faisant plus aucun bénéfice et ne pouvant plus en faire, ne peut léser les intérêts des porteurs de parts en se dissolvant. La mesure étant justifiée par l'impossibilité de bénéfices ultérieurs, les porteurs de parts sont entièrement désarmés par la mesure prise. Ils n'auront aucune indemnité³. Quel préjudice pourraient-ils bien invoquer ? D'après leur contrat ils n'ont droit qu'à des bénéfices, or, ces bénéfices n'existent plus ; les actionnaires dissolvent la société justement parce qu'ils n'en touchent pas eux-mêmes et qu'ils n'espèrent pas que la société sera encore susceptible d'en distribuer. S'ils avaient la moindre croyance à des chances de gains futurs, ils n'y renonceraient pas. Ils ont en vue l'intérêt

1. Paris, 13 mars 1901. D. P. 1902. 2. 1. Note Percerou. — Cass. 9 mars 1903. D. P. 1904. 1. 89. Note Percerou. — Cass. 24 mars 1903. D. P. 1904. 1. 481. Note Percerou. — Rousseau, Soc. par actions, n° 115. — Percerou, Les fondateurs de Sociétés anonymes, p. 217. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 242.

2. Paris, 19 juillet 1901 sous Cass. 9 mars 1903, précité. — Cass. 24 mars 1903. S. 1906. 1. 129. — Cass. 27 février 1888. D. P. 1888. 1. 424. S. 89. 1. 417 et note Chavegrin. — Paris, 14 janvier 1906, précité. — Cass. 8 décembre 1902. S. 1904. 1. 449 et note de Wahl. — Cass. 13 juin 1898. S. 1899. 1. 67. — Thaller, *Rev. crit.*, 1881, p. 553 et 1887, p. 219. — Wahl, *J. Soc.*, 1897, p. 246, n° 25. — Gênois, n° 179. — Houpin, I, n° 402. — Lecouturier, n° 248.

3. Note Chavegrin sous Cass. 27 février 1888, précité.

social, c'est-à-dire aussi bien l'intérêt des porteurs de parts que le leur.

Du reste lorsqu'on accorde des dommages-intérêts aux porteurs de parts on se base sur les bénéfices que les porteurs ont touchés précédemment ; or ils se réduisent à néant puisque la société se dissout parce qu'elle est en perte et ces dommages-intérêts ne pourraient être évalués. La situation mauvaise de la situation doit être supportée aussi bien par les porteurs de parts que par les actionnaires. Ne pouvant se plaindre de ne pas recevoir de bénéfices pendant l'existence de la société, lorsque celle-ci par suite de gros frais d'exploitation ne peut en faire, ils ne peuvent à plus forte raison réclamer après la dissolution des dommages-intérêts devant représenter les bénéfices qu'ils n'auraient jamais touchés puisque les actionnaires ont reconnu eux-mêmes qu'il n'y en aurait jamais.

La dissolution des sociétés par actions pour perte du capital social ne peut donc motiver une action en dommages-intérêts des porteurs de parts pour le préjudice causé à ceux-ci.

APPENDICE II

DE LA PUBLICITÉ DE LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS

L'art. 61 de la loi de 1867 soumet aux formalités prescrites par les art. 55 et 56 « tous actes et délibérations ayant pour objet la dissolution des sociétés avant le terme fixé pour leur durée ». Ces formalités ont trait à la publicité.

Certains auteurs ne reconnaissent pas qu'il y ait lieu de faire les publications lorsque la dissolution a été prononcée, en vertu d'une clause expresse des statuts et se réalise en dehors de la volonté des associés. Il n'y aurait donc à publier la dissolution que seulement lorsqu'elle interviendrait sur un acte volontaire des parties¹.

Lorsque les associés sont d'accord entre eux pour rompre le contrat qui les liait, la nécessité d'une publication s'impose. C'est cette hypothèse prévue par l'art. 61 lorsqu'il parle de délibérations.

Lorsque les associés réunis en assemblée générale auront, d'après les pouvoirs qui leur sont reconnus, décidé de dissoudre leur société, la mesure prise devra être rendue publique. Lorsqu'il s'agit de dissolution de sociétés anonymes pour perte des trois quarts, l'art. 37 fait une obligation aux administrateurs de rendre publique la décision de l'assemblée générale des actionnaires,

1. Pardessus, *Cours de dr. com.*, t. III, n° 1088. — Bédarride, n° 403. — Rivière, n° 387. — Alauzet, n° 246. — Houpin, I, n° 1033. — Pont, II, n° 1194.

qu'elle ait prononcé la dissolution ou qu'elle l'ait repoussée. La perte des trois quarts est un événement grave qui doit exercer une grande influence sur le crédit. Il importe que les tiers soient avertis du véritable état de la société, afin de savoir s'ils peuvent continuer leurs relations avec elle. Ils auraient tout à craindre s'ils croyaient avoir toujours affaire à une société florissante, alors que prévenus de la situation précaire de la société, ils pourront s'ils le jugent utile à leurs intérêts ne plus lui faire aucun crédit et prendre leurs dispositions pour se garantir des pertes éventuelles s'ils continuent à traiter avec elle.

Cette obligation de publier la décision quelle qu'elle soit n'a lieu que lorsque les pertes atteignent les trois quarts du capital. Ne serait-il pas préférable d'exiger la même formalité lorsque l'assemblée a été réunie pour pertes moindres ? Il en est ainsi certainement lorsque les statuts décident que la dissolution de la société pourra être obtenue pour pertes inférieures conformément à la loi. Mais même lorsque les statuts auront été muets, l'intérêt des tiers à être prévenus sera équivalent. On peut objecter que ce sera peut-être une cause de ruine pour la société de prévenir les tiers que la situation n'est pas brillante à un moment où elle a besoin de crédit. Les tiers ne voudront pas courir de risques. Mais aussi les tiers qui auront eu connaissance de la véritable situation de la société, pourront lui redonner leur confiance lorsqu'ils sauront que les actionnaires, espérant une meilleure marche de leur exploitation, ont repoussé la dissolution. L'appui des tiers pourra ainsi aider au relèvement de la société.

Lorsque la dissolution s'est faite en justice, elle est l'exécution pure et simple du jugement qui la prononce, jugement qui porte avec lui sa publicité. La dissolution n'a donc besoin ni d'être notifiée, ni d'être publiée pour produire ses effets¹.

La publication de la dissolution doit être faite dans le délai d'un mois. Ce délai est le même pour toutes les sociétés. Il serait peut-

1. Pont, II, n° 1200.

être utile pour la dissolution pour pertes du capital que les tiers soient prévenus immédiatement ¹.

Si la publicité n'a pas été observée (cette question doit surtout être envisagée lorsque l'assemblée a repoussé la dissolution) les associés pourront ne pas tenir compte de la résolution. Ils pourront s'adresser aux tribunaux pour faire prononcer la dissolution, la décision prise par l'assemblée étant irrégulière, nulle, comme n'ayant pas été publiée et tout intéressé pourra méconnaître la décision prise en cas de non-publicité ².

1. Bedarride, n° 403.

2. Lyon-Caen et Renault, II, n° 359. — Vavasseur, II, n° 1041. — Houpin, II, n° 1043. — Rouen, 9 janvier 1890 sous Cass. 11 janvier 1873. S. et P. 1897. 1. 413.

CONCLUSION

La dissolution des sociétés pour cause de pertes du capital social est donc intimement liée à la volonté des associés et aux pouvoirs qu'on leur reconnaît en ce qui concerne les modifications à apporter aux statuts. C'est à eux au premier chef qu'il est donné d'abrégier l'existence de la société qu'ils ont constituée. Il est assez naturel que l'ayant fait naître ils aient les premiers la mission de prendre une décision conforme à leurs intérêts. Mais à juste titre lorsqu'ils méconnaissent cet intérêt, la loi a tenu à leur montrer le chemin qu'ils doivent suivre de préférence en les autorisant à s'adresser aux tribunaux. Dans un cas particulier pour les sociétés anonymes, elle oblige en quelque sorte les associés à examiner de très près la situation créée par l'importance des pertes et de résoudre la question soit affirmativement soit négativement, mais de la résoudre. Elle les prévient même que s'ils ne veulent ou ne peuvent s'en occuper les tribunaux se substitueront à eux.

Mais en dehors de ce cas spécial on peut dire que dans toutes les sociétés les associés à l'unanimité lorsqu'il s'agit des sociétés en nom collectif ou en commandite, à

la majorité des associés réunis en assemblée générale comprenant un certain quorum, lorsqu'il s'agit de sociétés anonymes peuvent dissoudre leur société quelles que soient les pertes survenues.

D'un autre côté chaque associé individuellement trouve dans l'art. 1871 du Code civil le droit de demander aux tribunaux de se prononcer. En effet à côté de l'intérêt social on ne peut faire abstraction de l'intérêt que chaque associé peut avoir en particulier dans la société et lorsque la demande sera fondée les tribunaux à bon droit prononceront la dissolution.

Mais de toutes façons le recours au tribunal n'aura lieu que comme moyen subsidiaire et il y aurait une fin de non recevoir si les associés avaient décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution.

Ce sont donc les mêmes principes qui permettent d'obtenir la dissolution de toutes les sociétés pour cause de pertes du capital social.

VU :
Le Président de Thèse,
WAHL.

VU :
Le Doyen,
CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. I. Paris, 1868-1871.
- P. APPLETON. — Du droit pour les assemblées extraordinaires dans les sociétés par actions de modifier les statuts sociaux. *Thèse*, Lyon, 1902.
- ARTHUYS. — *Traité des sociétés civiles et commerciales*.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil et commercial*, t. VI.
- AVOND. — La part de fondateur. *Thèse*, Lyon, 1899.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique de droit civil. De la société*.
- BEDARRIDE. — *Commentaire de la loi du 22 juillet 1867*, 2 vol., Paris, 1871.
- BOISVIEUX. — *Étude au Journ. des Soc.*, 1909, p. 49. Des actions judiciaires des actionnaires.
- BOISTEL. — *Précis de droit commercial*, 3^e éd., 1899.
- Note sous Cass. 8 mars 1889. D. P. 1890. 2. 333.
- Note sous Cass. Paris, 6 février 1891. D. 1892. 2. 385.
- BOURCART. — De l'organisation et des pouvoirs des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés par actions. *Thèse*, Paris, 1905.
- BOUSQUET. — *Étude au Journ. des Sociétés*, 1885, p. 753.
- BOUSQUET-PONTIÉ. — Du conflit entre les pouvoirs de l'assemblée générale d'une société anonyme et les droits individuels de l'actionnaire. *Thèse*, Toulouse, 1899.

- CARPENTIER, FREREJOUAN DU SAINT et FREZIER-HERMANT. — *Répertoire général alphabétique du droit français*.
- CELLERIER. — *Étude sur les sociétés anonymes en France*, Paris, 1904.
- CHAVEGRIN. — Note sous Cass. 29 février 1888. S. 1889. 1. 417.
- CLÉMENT. — Des pouvoirs des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés anonymes, relativement aux modifications du pacte social. *Thèse*, Lille, 1897.
- COHENDY et DARRAS. — Code de commerce annoté, I, Paris, 1901.
- DALLOZ. — *Recueil périodique de jurisprudence*.
— Répertoire alphabétique.
- DECUGIS. — *Études au Journ. des Soc.*, 1906, p. 243.
— Note sous Cass. 30 mars 1909. *R. Soc.*, 1910, 6.
— Note sous Cass. 3 avril 1912. *Journ. Soc.*, 1913, p. 52.
- DELOISON. — *Traité des sociétés commerciales françaises et étrangères*, 2 vol.
- DESCHAMPS. — Rapport sous D. 1863: 4. 53.
- DSEURE. — *Responsabilité des administrateurs et des commissaires de surveillance dans les sociétés anonymes*, Paris et Bruxelles, 1901.
- DESJARDINS. — Rapport sous Douai 30 décembre 1891. D. 1894. 1. 313.
- FLOUCAUD-PENNARDILLE. — *Les sociétés par actions*. Traité pratique, 2 vol., Paris, 1899.
Gazette du Palais.
- GENEVOIS. — *Le nouveau régime des sociétés*. Paris, 1896.
- GIRERD. — Du droit d'assister aux assemblées d'actionnaires.
Thèse, Paris, 1902.
- GOIRAND. — *Traité des sociétés par actions*. 2 vol., Paris, 1897.
- HOUPIN. — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales*. 4^e éd., 2 vol., Paris, 1909.
— *Des pouvoirs des assemblées générales extraordinaires (étude au Journ. des Soc.*, 1880, p. 536).
— *Étude au Journ. des Soc.*, 1895, p. 39.
— *Note au Journ. des Soc.*, 1901, p. 316.

HOUPIN. — *Note au Journ. des Soc.*, 1910, p. 210.

Journal des sociétés civiles et commerciales françaises et étrangères.

LABBÉ. — Note sous Cass. 27 juin 1881. S. 1881. 1. 441.

— Note sous Cass. 3 décembre 1883. S. 1885. 1. 97.

LACOUR. — Note sous Cass. 29 janvier 1894. D. P. 1894. 1. 313.

LANQUEST. — Des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés anonymes. *Thèse*, Paris.

LECOUTURIER. — *Traité des parts de fondateur*. Paris, 1903.

LÉOUZON-LEDUC. — *La réforme des sociétés par actions*. Paris, 1910.

LYON CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*. 4^e éd., 2 vol., Paris, 1909.

— Note sous Cass. 30 mai 1892. S. 1892. 1. 591.

— Note sous Cass. 24 janvier 1899. S. 1899. 1. 481.

— Note sous Cass. 16 juillet 1901. S. 1902. 1. 257.

— Note sous Cass. 3 janvier 1912. S. 1912. 1. 489.

MATHIEU et BOURGUIGNAT. — *Commentaire de la loi sur les sociétés de 1867*. Paris, 1868.

MAZAS. — Les parts de fondateur. *Thèse*, Lyon, 1901.

NAQUET. — Des modifications aux statuts des sociétés par actions et du pouvoir qui les décide. *Thèse*, Paris, 1910.

Pandectes françaises périodiques.

PASCAUD. — *Étude sur la Rev. des Soc.*, 1895, p. 567.

PERCEROU. — *Contribution à l'étude des sociétés par actions.*

— *Les fondateurs de sociétés anonymes.*

— Note sous Trib. com. Seine, 29 mai 1899. D. P.₂ 1902. 2. 1.

— Note sous Cass. 9 mars 1903. D. P. 1904. 1. 89.

— Note sous Cass. 24 mars 1903. D. P. 1904. 1. 481.

PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 4^e éd., 1907.

Projet de loi du 30 avril 1903.

— 4 juillet 1903.

PONT. — *Traité commentaire des sociétés civiles et commerciales*, 2 vol., Paris, 1880.

Revue des sociétés.

RIVIÈRE. — *Commentaire de la loi de 1867 sur les sociétés.* Paris, 1868.

ROUSSEAU. — *Manuel pratique des sociétés par actions.* Paris, 1868.

— *Questions nouvelles sur les sociétés commerciales.* Paris, 1892.

RUBEN DU COUDERC. — *Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime*, 6 vol., Paris, 1881.

SIREY. — *Recueil périodique de jurisprudence.*

THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 4^e éd., Paris, 1909.

— *Note aux Annales de dr. commercial.* 1889, p. 225.

— *Note sous Cass.* 30 mai 1892. D. 1893. 1. 105.

— *Note sous Cass.* 26 novembre 1894. D. 1895. 1. 457.

TRIPPIER. — *Commentaire législatif.*

VAVASSEUR. — *Traité des sociétés civiles et commerciales*, 2 vol.

— *Traité théorique et pratique des sociétés par actions avec commentaire de la loi de 1867*, 6^e éd.

VILLARD. — Des attributions et de la responsabilité des administrateurs dans les sociétés anonymes. *Thèse*, Paris, 1884.

WAHL. — *Traité des titres au porteur*, 2 vol., Paris, 1891.

— *Traité des parts de fondateur.*

— *Des parts de fondateur.*

— *Étude au Journ. des Soc.*, 1897, p. 145. Des parts de fondateur.

— *Étude au Journ. des Soc.*, 1897, p. 251.

— *Étude au Journ. des Soc.* 1900, p. 349.

— Des assemblées générales appelées à délibérer sur la dissolution des sociétés en cas de perte. *Étude au Journ. des Soc.*, 1906, p. 337.

WAHL. — Note sous Paris. 16 juillet 1896. S. 1898. 2. 89.

— Note sous Cass. 21 juillet 1898. S. 1901. 1. 537.

— Note sous Lyon. 16 mars 1899. S. 1901. 1. 297.

— Note sous Cass. 10 octobre 1899. S. 1901. 1. 81.

— Note sous Cass. 8 décembre 1902. S. 1904. 1. 449.

— Note sous Cass. 9 mars 1903. S. 1906. 1. 17.

— Note sous Cass. 24 mars 1903. S. 1906. 1. 129.

WAHL et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité théorique et pratique de droit civil. De la société.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
AVANT-PROPOS. — De la perte.	9
PREMIÈRE PARTIE. — De la dissolution des Sociétés en nom collec- tif et en commandite	15
CHAPITRE I ^{er} . — De la dissolution des sociétés en nom collectif.	15
CHAPITRE II. — De la dissolution des sociétés en commandite. .	21
PARAGRAPHE I ^{er} . — Des règles communes à toutes les sociétés en commandite.	21
PARAGRAPHE II. — De la dissolution des sociétés en commandite par actions.	25
DEUXIÈME PARTIE. — De la dissolution des sociétés anonymes. . .	35
CHAPITRE I ^{er} . — Du montant des pertes qui peuvent motiver la dissolution	35
CHAPITRE II. — De la dissolution en vertu de l'art. 37.	39
SECTION I. — De l'assemblée générale extraordinaire.	39
PARAGRAPHE I. — De la convocation de l'assemblée générale.	39
PARAGRAPHE II. — Des actionnaires à convoquer.	44
— III. — Du quorum.	47
— IV. — De la majorité.	50
— V. — Des pouvoirs de l'assemblée de l'art. 37	54

SECTION II. — Peut-il être réuni une deuxième assemblée	57
SECTION III. — Du recours des actionnaires aux tribunaux	60
PARAGRAPHE I. — Du recours aux tribunaux lorsque l'assemblée ne s'est pas prononcée. . .	60
PARAGRAPHE II. — Du recours aux tribunaux lorsque l'assemblée s'est prononcée. . . .	68
CHAPITRE III. — De la dissolution des sociétés anonymes en dehors de l'art. 37	71
PARAGRAPHE I ^{er} . — Des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire sur la dissolution . .	72
PARAGRAPHE II. — Application de l'art. 1871 du C. civ. aux sociétés anonymes.	77
CHAPITRE IV. — De la responsabilité des administrateurs. . . .	80
APPENDICE I. — Des droits des porteurs de parts de fondateur sur la dissolution des sociétés par actions . . .	89
APPENDICE II. — De la publicité de la dissolution des sociétés. .	96
CONCLUSION	99
BIBLIOGRAPHIE	101
TABLE	107

